

bibliographie

Conclusion générale

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES GESTION.**

Département des Sciences économiques

Mémoire de fin d'études

En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences Economiques.

Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière

Thème

***Le rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles
Cas des pays pétroliers***

Réalisé par :

Encadreur : D^r : OUKACI KAMAL

1- Mlle : Messaoudi Sarah

2- M^{me} : Mezemate Selma

Devant les membres du jury composés de :

Président : M^r MOUHOUBI AISSA

Rapporteur : M^r OUKACI KAMAL

Examineur : M^r MOUSLI ABDENADIR

Année universitaire : 2014/2015

Remerciements

Nos plus vifs remerciements sont adressés à D^r OUKACI Kamel, notre promoteur, pour ses orientations, son soutien et sa disponibilité

On remercie aussi les membres du jury d'avoir accepté d'évaluer ce travail

Sans oublier nos enseignants qui nous ont ouvert les portes du savoir tout au long de notre cursus universitaire

On est également reconnaissantes envers toutes les personnes qui ont contribué des prés ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Dédicace

Me voila à la fin de ce travail que je dédie à toutes les personnes qui
comptent pour moi

A mon cher père « TAHAR » qui était un exemple pour moi, et qui
m'a tout le temps aidé, encouragé et soutenu pour aller jusqu'au bout

A ma très chère mère, qui est toujours présente la à mes cotés et qui
ma toujours souhaitée la réussite et le succès dans mes études

A mes frères et sœurs et à toute ma famille

A ma sœur de cœur : MEZEMATE SELMA

SARAH

Dédicace

Me voila à la fin de ce travail que je dédie à toutes les personnes qui
comptent pour moi

A mon cher père « Abd-el Malek » qui était un exemple pour moi, et
qui m'a tout le temps aidé, encouragé et soutenu pour aller jusqu'au
bout

A ma très chère mère, qui est toujours présente la à mes cotés et qui
ma toujours souhaitée la réussite et le succès dans mes études

A mon très cher mari « Sofiane » Pour son précieux soutien, pour sa
patience, pour avoir cru en moi, pour son sourire réconfortant

A mes frères : Mehdi et Leila

A ma sœur de cœur : Messaoudi Sarah

Selma

Liste des abréviations

AIE : l'agence internationale de l'énergie.

CVM : chaîne de valeur mondiale

FMI : fond monétaire international.

FRR : fond de régulation des recettes

FS : fond de souverain

GCC : Gulf cooperation Council.

GRN : gestion des ressources naturelles.

IDE : Investissement Directe Etrangère.

INF : inflation.

Inst : institutions.

Inv : Investissement.

KIA : Kuwait Investissement Authority.

LOG : logarithme Népérien.

MCG : moindres carrés généralisé.

MD : milliard de dollars.

MDA: milliards de dinars.

OPEP : organisation des pays exportateurs de pétrole.

Ouv : ouverture commerciale.

PIB : produit intérieur brut.

Liste des figures et des tableaux

Figure :

Figure n 01 : répartition de la demande de produits pétroliers	p20
Figure n 02: les réserves mondiales du pétrole brut en 2009	p 21
Figure n03 : les marches du pétrole	p22
Figure n04 : relation entre choc et contre choc pétrolier	p36
Figure n05 : la manifestation d'un syndrome hollandais	p42
Figure n 06 : La structure du PIB en 2012	p45
Figure n 07: La contribution de la fiscalité pétrolière au budget de l'Etat	.p46

Tableaux :

Tableau 1 : poids de secteur des hydrocarbures en 1997(en %)	p34
Tableau n°02 : Les indicateurs économiques en Algérie	p47
Tableau n°03 : les indicateurs économiques en Norvège	p55
Tableau n04 : les indicateurs économique au nigeria	p61
Tableau 05 : les indicateurs de croissance en Koweït	p65
Tableau n06 : les indicateurs de croissance en Arabie saoudite	p70

SOMMAIRE

Introduction générale

Chapitre I : les institutions et le développement économique

Section 1 : les institutions et le développement économique.....4

Section 2 : les ressources naturelles et les institutions.....14

Chapitre II : les mécanismes de transmission des effets du pétrole

Section1 : le pétrole et le marché pétrolier.....18

Section 2 : les canaux de transmission des effets du pétrole dans l'économie24

Section 3 : le syndrome hollandais.....38

Chapitre III : présentation d'un panel de pays exportateurs du pétrole

Section 1 : L'Algérie43

Section 2 : Norvège47

Section 3 : Nigeria52

Section 4 : Koweït56

Section 5 : l'Arabie saoudite59

Chapitre IV : Impacts de la qualité institutionnelle dans la gestion des ressources naturelles

1. Description des données 64

2. Les tests d'hypothèses65

3. estimation du modèle66

4. résultats et discussion67

Conclusion générale.....69

Bibliographie71

Annexe.....73

introduction générale

Introduction générale

Le pétrole demeure une des matières premières les plus convoitées de la planète, au regard de son intérêt économique et sa dimension géopolitique et stratégique. L'importance de cette ressource dans le processus de développement apparaît irréversible. Elle est utilisée dans tous les secteurs économiques.

Dans une économie de plus en plus mondialisée, la compétition pour l'accès aux ressources énergétiques et aux matières premières est devenue un enjeu économique et géopolitique incontournable. Le pétrole, source d'énergie dominante des XXe et XXIe siècles, et dont on ne peut toujours pas se passer, est à ce titre une ressource stratégique majeure¹.

Dans l'ensemble, les pays en développement ont remarquablement bien réussi à diversifier leurs économies et leurs filières d'exportation. Cette diversification s'est exprimée de multiples façons, la mutation la plus notable ayant été celle de l'industrialisation. Dans les années 1960, environ 80 % des exportations des pays en développement étaient des produits de base, tandis qu'aujourd'hui, 80 % des biens exportés sont des produits industriels².

Cette diversification est accompagnée d'un vaste programme visant à améliorer le cadre institutionnel des pays riches en ressources naturelles. Aujourd'hui, l'une des clés du succès de diversification de ces pays est l'amélioration de la qualité de leurs institutions.

La littérature emprunte généralement la définition des institutions à Douglas North. Selon North, les institutions sont les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, ce sont les contraintes humainement conçues qui déterminent les interactions humaines. Par conséquent, les institutions structurent les incitations dans les échanges humains, aussi bien dans le domaine politique, économique et social. Par ailleurs, les institutions ont pour nature de réduire l'incertitude dans la vie de tous les jours³. On distingue les institutions formelles des institutions informelles. Les institutions formelles sont l'ensemble des contrats, règles politiques, juridiques et économiques écrits, explicites et dont l'exécution devrait être assurée par une entité, généralement l'Etat ou ses administrations. En revanche, les institutions informelles ne sont pas écrites, elles sont des règles implicites dont l'exécution est assurée de façon endogène par les individus appartenant à un même groupe ou à une même communauté. Les institutions informelles sont un ensemble de coutumes, de conventions, de

¹ Philippe Copinschi (2012). Le Pétrole, une ressource stratégique. Ed. La Documentation française, Paris, p. 7.

² Ibid.

³ (North, 1990).

Introduction générale

normes ou de codes de conduite dans la société (North, 1990). C'est ainsi que les institutions formelles varient relativement plus rapidement que les institutions informelles. Il est plus facile de modifier les règles électorales que la culture et les normes sociales dans un pays. Aussi, le changement des institutions formelles peut être discontinu ou brutal, alors que les institutions informelles évoluent de façon continue et incrémentale. Qu'elles soient formelles ou informelles, les institutions définissent également ce que les membres d'une société sont autorisés ou pas à faire, et quelque fois sous quelles conditions certains membres de la société sont autorisés à entreprendre certaines activités (North, 1990).

L'un des paradoxes les plus frappants du développement est la « malédiction des ressources » les pays riches en ressources naturelles non renouvelables,

Sachs et Warner (1995) expliquent leur résultat par le phénomène du syndrome hollandais (Dutch disease) qui se manifeste dans des pays dépendants des ressources naturelles. Les nombreux auteurs qui se succèdent à Sachs et Warner (1995) prolongent l'analyse de manière théorique et empirique.

L'existence de ressources naturelles a des conséquences sur la conduite de la politique économique ainsi que pour le rôle et la conception des institutions dans les pays qui en sont bien dotés. Elle expose brièvement l'expérience de quelques-uns d'entre eux, en montrant les succès de ceux qui en ont tiré parti et en évoquant certains des problèmes de politique monétaire, budgétaire et de change qui se posent.

De ce fait, notre recherche a pour but d'étudier la problématique qui s'articule autour de question principale suivante :

Quel est l'impact de la qualité institutionnelle dans la gestion des ressources naturelles ?

Dans le but d'apporter des éléments de réponses à cette question principale, nous posons les deux hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : Les institutions sont nécessaires pour la croissance et le développement économique dans un pays riche en ressources naturelles.

Hypothèse 2 : l'instabilité des cours pétroliers est la source de perturbations économiques des pays producteurs de pétrole.

Afin de bien mener notre travail qui consiste à l'étude économique du rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles, nous allons subdiviser notre travail en quatre chapitre définis comme suit :

Introduction générale

Le premier chapitre est consacré aux généralités sur les institutions et au développement économique, il est composé de deux sections. Dans la première, nous allons traiter les notions générales sur les institutions et le développement économique, et dans la seconde nous présenterons la relation entre les ressources naturelles et les institutions.

Le deuxième chapitre aura pour objet de présenter le secteur pétrolier dans le monde. Ainsi nous l'avons devisé en trois sections. La première section portera sur la présentation du marché pétrolier, quant à la seconde, elle abordera les canaux de transmission des prix du pétrole dans l'économie. Enfin la troisième et dernière section, elle évoquera le syndrome hollandais.

Le troisième chapitre sera consacré pour la présentation d'un panel des pays exportateurs du pétrole. Ces pays sont : l'Algérie, la Norvège, le Nigeria, le Koweït et l'Arabie saoudite, cette présentation abordera les institutions de ces pays ainsi qu'un aperçu de leur développement économique.

Dans le quatrième et dernier chapitre, nous construisons un modèle économétrique basé sur les données de panel afin d'évaluer le rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles.

Chapitre I

Introduction

La notion d'institution est habituellement mobilisée pour aider à concevoir ce qui fait société et plus spécifiquement pour analyser la manière dont les individus sont socialisés ou encore pour appréhender la façon dont s'organisent les échanges entre ces derniers¹.

Pour les institutionnalistes, l'économie est un système d'activités reliées qui comprend un savoir-faire et des techniques, un stock de capital physique, mais aussi un réseau complexe de relations personnelles renforcées par les habitudes, les coutumes, les passions et les croyances d'un peuple.

Ainsi ce chapitre sera consacré à étudier les différentes théories institutionnelles, et leurs développements économiques.

Section 01 : Généralité sur les institutions et le développement économique

Les institutions sont nécessaires pour la croissance et le développement économique. En particulier, de bonnes institutions de protection des droits de propriété privée stimulent le développement de l'investissement et une meilleure allocation des ressources économiques.

1-1) Historique :

Une institution est « un arrangement pris sur un point particulier de la vie en communauté, servant à des buts donnés, arrivé à une existence et à un développement propres, qui sert de cadre, de moule à l'action des générations successives pour des centaines ou des milliers d'années : la propriété, l'esclavage, le servage, le mariage, la tutelle, le marché, la monnaie, la liberté industrielle, voilà des exemples d'institutions »² ; Et d'ajouter : « Il s'agit pour chaque institution, d'un ensemble d'habitudes et de règles de la morale, de la coutume et du droit, qui ont un centre ou un but en commun, qui se tiennent entre elles, qui constituent un système, qui ont reçu un développement pratique et théorique commun, qui, solidement enracinées dans la vie de la communauté, sont comme une forme typique ne cessant d'attirer dans son cercle d'action les forces vivantes ». Par la suite, ce sont les économistes institutionnalistes américains tels que Thorstein Veblen et John R. Commons qui vont mettre au centre de leurs analyses le concept d'institution. Pour Veblen, les institutions sont « des habitudes de pensée dominantes à un moment donné dans une communauté »

¹ OLIVER WILLIAMSON, Les institutions de l'économie, Ed. Inter Editions, 1994, p. 213.

² Nicolas-François Canard, « Principes d'économie politique », Ed. Inter Editions, 1994, p. 149.

(Théorie de la classe de loisir). Commons les définit comme « l'action collective dans le contrôle, la libération et l'expansion de l'action individuelle »³.

Les définitions sont donc larges (certains diront vagues). En résumé, pour les économistes du début du 20^{ème} siècle, les institutions sont des règles issues de représentations collectives qui guident les comportements des individus, notamment lors de leurs transactions économiques. A partir des années 40, les courants institutionnalistes tombent en désuétude et le concept d'institution disparaît quasiment totalement du vocabulaire de l'économiste jusqu'aux années 70.

Le premier économiste à réintroduire la notion d'institution (si l'on excepte le cas particulier de Coase) est Oliver Williamson, initiateur de la théorie des coûts de transaction. Avec Williamson mais aussi Douglass North apparaît en effet dans les années 70 un nouveau courant, dit de la « nouvelle économie institutionnelle » ou néo-institutionnalisme. En gros, il s'agit de reprendre les objets d'étude des premiers institutionnalistes mais de les analyser avec les outils de l'analyse économique moderne. Depuis maintenant 25 ans, c'est une littérature abondante, orthodoxe et hétérodoxe, qui se propose d'étudier les institutions d'un point de vue économique. Et pourtant, si vous trouviez les définitions des premiers institutionnalistes peu claires, on ne peut pas dire que les choses se soient véritablement améliorées depuis.

1-2) Définitions des institutions :

Selon Douglass North (1994): « Les institutions sont les contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines. Elles se composent des contraintes formelles (comme les règles, les lois, les constitutions), des contraintes informelles (comme les normes de comportement, des conventions, des codes de conduite imposés) et des caractéristiques de leur application »⁴. Pour reprendre une métaphore employée par North, les individus et les organisations sont les joueurs et les institutions sont les règles du jeu. On distingue les institutions formelles des institutions informelles. Les institutions formelles sont l'ensemble des contrats, règles politiques, juridiques et économiques écrits, explicites et dont l'exécution devrait être assurée par une entité, généralement l'Etat ou ses administrations. En revanche, les institutions informelles ne sont pas écrites, elles sont des règles implicites dont l'exécution est assurée de façon endogène par les individus appartenant à un même groupe ou à une

³ Nicolas-François Canard, *Ibid.*

⁴ Douglass North, *Institutions, institutional change and economic performance*, éd. Cambridge university press, 1990, p159.

même communauté. Les institutions informelles sont un ensemble de coutumes, de conventions, de normes ou de codes de conduite dans la société (North, 1990)⁵. C'est ainsi que les institutions formelles varient relativement plus rapidement que les institutions informelles. Il est en effet plus facile de modifier les règles électorales que la culture et les normes sociales dans un pays. Aussi, le changement des institutions formelles peut être discontinu ou brutal, alors que les institutions informelles évoluent de façon continue et incrémentale. Qu'elles soient formelles ou informelles, les institutions définissent également ce que les membres d'une société sont autorisés ou pas à faire, et quelque fois sous quelles conditions certains membres de la société sont autorisés à entreprendre certaines activités (North, 1990)⁶.

Tout d'abord, il cherche à expliquer l'importance des ressources pour fixer des accords de transaction, eux-mêmes nécessaires dans les échanges humains. En effet, lors d'un échange entre individus, il faut des ressources c'est-à-dire ce qui fixe le coût de la transaction et ce dernier est fixé par les institutions économiques et politiques qui font en sorte de rendre cette transaction rentable et efficace pour les individus. Le problème pour North est que dans l'histoire économique aucune de ces économies n'est parvenue à maintenir un taux de croissance soutenu tout en créant des institutions fiables et solides. Pour débiter son analyse, il part de l'exemple d'une économie d'échange au sein d'un village, l'une des premières formes d'économies dans l'histoire. Dans ce type d'économie, chacun nourrit sa propre famille, la spécialisation est limitée et les coûts de transaction sont bas. Chaque village a donc son propre système et on aboutit à la création d'un vaste marché caractérisé par des coûts de transaction plus hauts mais aussi et surtout par de plus en plus de conflits au niveau de l'élaboration de cet échange. Du coup, l'efficacité des échanges est moindre et on voit la nécessité d'institutions pour accroître l'efficacité de ces échanges.

Les institutions en tant que règles imposées « d'en-haut ». C'est la définition telle qu'on la retrouve chez Williamson et à un degré moindre chez North⁷. Pour Williamson, les institutions sont issues des arrangements passés entre les individus pour réduire les coûts de transaction. Par exemple, moi entreprise A, je produis un composant très spécifique dont certaines entreprises ont besoin pour produire un bien particulier. Étant donnée la spécificité de mes actifs et l'incertitude relative, je vais chercher à m'entendre avec une de ces dernières

⁵Douglas North, Ibid.

⁶Ibid.

⁷ OLIVER WILLIAMSON, Les institutions de l'économie, Ed .inter édition, 1994,p216.

pour améliorer la coordination de nos activités. Cela peut aboutir sur un arrangement institutionnel pouvant prendre des formes diverses (jusqu'à l'intégration verticale). Dans les années 70, North adopte une définition très proche de celle de Williamson : les institutions sont des règles élaborées par les individus pour réduire l'incertitude et les coûts de transaction. Aujourd'hui, sa position a évolué. Il définit les institutions comme « les règles du jeu » qui encadrent les actions des individus. North distingue deux types d'institutions : d'une part les institutions formelles qui sont le produit intentionnel des individus, des « échafaudages » construits dans le but de réduire l'incertitude ; d'autre part, les institutions informelles qui sont en fait le produit des coutumes et des croyances des individus, fermement ancrées dans la culture, et très lentes à évoluer.

La définition « sociologique » qui est celle adoptée en majorité par les approches Hétérodoxes. G. Hodgson définit ainsi une institution comme « un système de règles sociales prévalences et établies qui structurent les interactions sociales »⁸. De ce point de vue, une institution est composée d'un ensemble de croyances, de coutumes, de règles formelles (juridiques), de conventions qui indiquent (consciemment ou pas) à un individu ce qu'il doit ou peut faire. Elles contraignent et permettent l'action simultanément. Dans cette acception, il y a une relation étroite entre les « habitudes de pensée » (c'est à dire des propensions à certains comportements qui sont plus ou moins inconscientes) et les institutions : les habitudes de pensée génèrent des comportements qui en s'agrégeant, produisent ou reproduisent des institutions. En retour, ces institutions contribuent à renforcer les habitudes qui les ont engendrées en poussant au conformisme via une pression normative (que l'on pense à la consommation ostentatoire chez Veblen, par exemple).

Les institutions en tant qu'équilibres de jeu ou que jeu dans son ensemble. Il s'agit là de l'approche de la théorie des jeux telle qu'elle a été élaborée notamment par Andrew Schotter. L'institution correspond alors soit à un équilibre de Nash, soit elle est le jeu dans son ensemble (tel qu'il est défini par les joueurs présents, la matrice de gain et les stratégies disponibles). Le problème de cette approche est qu'elle conduit à une régression infinie : en effet, si l'institution est l'équilibre de Nash, il faut expliquer les autres institutions (le jeu) par un autre jeu, un méta-jeu. Si l'institution est le jeu dans son ensemble, ici encore on n'explique pas comment et qui a construit le jeu.⁹

⁸ OLIVER WILLIAMSON, *ibid.*

⁹ *Ibid.*

La quatrième approche essaye de faire la synthèse des deux précédentes en combinant jeux répétés ou évolutionnaires et analyses historiques contextualités. C'est notamment la démarche suivie par M. Aoki et A. Greif. Ce dernier définit une institution comme « un système de règles, de croyances, de normes et d'organisation qui, ensemble, génèrent une régularité de comportement ». En d'autres termes, cela veut dire qu'une institution se manifeste par des comportements répétés qui, eux-mêmes, contribuent à reproduire.

L'institution d'esclavage légal tel qu'il a existé aux Etats-Unis est un exemple d'institution : il repose sur certaines organisations (certaines communautés blanches, les autorités légales du sud), sur des croyances et des normes (normes internalisées justifiant l'esclavage, croyances portant sur le comportement des autres blancs, noirs et autorités légales), et se traduit par une régularité de comportement : la mise en application effective de l'esclavage des noirs par les blancs. Sur le plan formel, l'émergence et l'évolution des institutions sont modélisées par le biais de jeux répétés ou évolutionnaires où les paramètres du jeu initial (construit à partir d'une analyse historique spécifique) peuvent évoluer au fur et à mesure que le jeu se répète. On peut alors comprendre, par le simple fait de comportements rationnels (pour les jeux répétés) reposant sur des croyances sur les actions des autres et les gains anticipés, comment une institution s'auto-renforce à travers le temps ou, au contraire, se désagrège.

1-3) Le développements économiques La notion du développement économique est un phénomène très complexe¹⁰. Le développement possède plusieurs définitions parmi lesquelles, on peut retenir deux pour simplifier sa lourdeur.

Selon François Perroux, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire accroître durablement son produit réel global »¹¹ le développement implique l'amélioration du bien être de toute la population et se traduit par une hausse de revenu par tête, un accroissement de la ration alimentaire et meilleurs accès aux services de santé et de l'éducation.

Selon Galbraith « le développement économique consiste un élargissement des possibilités des réussites à ceux qui ont le désir d'échapper à l'équilibre de la pauvreté de masse et ses

¹⁰ Moulay Mamoune Allaoui. - Economie du développement. Édition 2003, p50.

¹¹ Ibid .

cultures »¹² le développement implique une hausse du bien être social, des changements des structures et des mentalités de la société toute entière. Il passe par l'urbanisation, l'industrialisation, l'alphabétisation et la formation et ainsi que par la destruction des sociétés rurales.

1-3-1) Les différentes conceptions du sous développement

Il existe plusieurs explications du sous-développement et qui sont difficiles à appréhender sa réalité pour désigner les pays sous développés ¹³:

-**L'expression des pays sous développés** est la plus couramment utilisée, elle montre implicitement que le sous développement est vu comme un retard par conséquent il insiste sur l'infériorité, or par fois l'idée du sous développement comme retard donne un aspect normatif du développement.

L'expression en voie de développement est plus largement utilisée par les organisations internationales. Cette expression est très difficile à concevoir sa réalité dans la mesure où on peut penser deux phénomènes :

En disant qu'un pays est en voie de développement cela nous ramène à supposer que les pays développés ont déjà achevé leur développement. en disant qu'un pays est en voie de développement, cela signifie qu'un pays s'est engagé à dépasser les structures du sous-développement et qu'il entre dans le processus du développement. Cette situation est loin à la réalité des plusieurs pays.

L'expression pays moins avancés est créée en 1964 par la CNUCED pour désigner les pays à faibles revenus. On regroupait les pays dont le revenu par habitant est inférieur à 410 dollars. On retenait également d'autres critères notamment la faiblesse de l'industrialisation, le taux d'alphabétisation inférieur à 20%Quand on fait une analyse actuellement, il serait difficile à retenir ces critères car beaucoup des pays ont dépassé un PNB/hab. supérieur à 410 dollars et dépassé ainsi le taux d'alphabétisation de 20% et pourtant ils sont considérés comme sous développés.

¹² Galbraith J.K. (1974 [1973]), La science économique et l'intérêt général, Editions Gallimard, Paris (Titre original :Economics and the public purpose, 1973) p36. .

¹³ Patrick Gullaumont. - Economie du développement 1^{ère} édition 1985,p22.

L'expression tiers -monde a été inventée par ALFRED SAUVY pour désigner un troisième monde après les pays capitalistes et socialistes¹⁴.

Il y a d'autres expressions notamment, l'expression mal développé désigné aux pays dont le processus de développement est contrarié par des caractères sociaux, économiques et politiques ; pays arriérés, pays pauvres, périphériques, attardés....

1-3-2) L'histoire des institutions et le développement économique

Des explications traditionnelles du sous-développement, deux grandes tendances ont dominé dans l'après-guerre : la première est l'explication tiers-mondiste, avec ses diverses variantes - néo marxiste, dépendantiste, structuraliste -, selon laquelle les pays du tiers-monde devraient leur retard à l'exploitation et au pillage dont ils ont été victimes de la part des pays capitalistes avancés depuis les grandes découvertes (lesquels pays devraient leur richesse aux mêmes causes, développement et sous-développement étant ainsi les deux facettes d'un même phénomène, l'expansion du capitalisme mondial) ; la seconde est l'explication néoclassique, illustrée par le schéma linéaire de Rostow, selon laquelle le processus de développement, basé sur l'industrialisation, se diffuserait progressivement dans le monde depuis son origine, la révolution industrielle en Angleterre au XVIII^e siècle. Dans cette dernière explication, on aurait un phénomène de contagion progressive, de tache d'huile, où le développement gagnerait de proche en proche¹⁵.

L'analyse historique et l'expérience du développement réel dans le tiers-monde ont largement discrédité la première explication, qui conserve cependant des partisans et aussi une grande faveur dans l'opinion publique¹⁶. Cependant la deuxième explication pêche un peu trop par son optimisme, d'une part parce que nombre de pays ont résisté à ce phénomène de diffusion de la modernité et ne montrent guère de signes d'un développement rapide, et d'autre part du fait du fameux "fossé croissant" entre pays riches et pays pauvres, encore souligné avec alarme dans le dernier rapport sur le développement de la Banque mondiale (1999), qui annonce par la voix de son économiste en chef, Joseph Stiglitz : Le monde est en train de perdre la bataille contre la pauvreté.

¹⁴ Patrick Gullaumont. *ibid.* .

¹⁵ Malcolin Gillis, Dwightt Perkins. Michael Roemer - Donald R.Snodgrass. - Economie du développement 4^{ème} édition 1996,p55.

¹⁶ *Ibid.*

Les théories institutionnalistes du sous-développement permettent d'expliquer cette contradiction entre les faits et la vision optimiste néoclassique. Il ne s'agit pas d'une troisième explication, mais d'un complément à apporter à la deuxième, pour mieux rendre compte de la réalité présente et passée, et peut-être aussi comprendre les perspectives qui s'ouvrent avec le deuxième millénaire. En gros, selon ces théories, les institutions sont la clé de la performance des économies (North, 1992) et les différences entre institutions, les blocages ou les adaptations réussies au plan institutionnel, expliquent les écarts de développement, les succès des uns et les échecs des autres¹⁷.

Le courant institutionnaliste en économie apparaît à la fin du XIX^e siècle aux États-Unis avec Thorstein Veblen (1857-1929). Sur la question du développement, il note que celui-ci se produit lorsque des actions individuelles créent des institutions capables de soutenir leur dynamique dans un processus cumulatif. Le sous-développement se perpétue quand les institutions ne peuvent fournir un cadre instrumental adéquat pour les actions humaines et dégènèrent en pratiques rituelles. Ces actions individuelles ne sont pas seulement celles orientées autour de la recherche du profit, mais aussi celles qui tendent à changer les institutions qui déterminent les comportements individuels. Il n'y a pas que l'entrepreneur capitaliste qui a un rôle à jouer, il y a aussi "l'entrepreneur institutionnel" qui lance les changements au niveau des institutions¹⁸.

Pour les institutionnalistes, l'économie est un système d'activités reliées qui comprend un savoir-faire et des techniques, un stock de capital physique, mais aussi un réseau complexe de relations personnelles renforcées par les habitudes, les coutumes, les passions et les croyances d'un peuple. Cette conception est applicable aussi bien aux sociétés modernes qu'aux sociétés du paléolithique, ou à n'importe quelle autre. L'économiste doit étudier tous ces aspects, et c'est sur ce point que les économistes orthodoxes divergent. Ceux-ci considèrent comme exogènes des éléments tels que les déterminants à long terme de la croissance, l'attitude envers le travail, le comportement face à l'épargne et au risque, la qualité de l'esprit d'entreprise, la résistance des institutions au changement et la taille des marchés. Cependant, affrontés au problème des pays sous-développés, les néoclassiques sont obligés de tenir compte de ces variables.

¹⁷ DOUGLAS NORTH 1992. Ibid.

¹⁸ Thorstein Veblen , (1857-1929).

C'est le cas d'Arnold Harberger qui note que dans un pays pauvre, les obstacles à la croissance abondent : des élites sociales et politiques non réceptives au changement, des lacunes énormes en termes de qualification et de capacités requises pour la modernisation, des marchés désorganisés dont le fonctionnement est encore entravé par des politiques économiques mal conçues, des régimes fiscaux et des régimes de change qui sont autant d'obstacles à toute évolution, tout cela ne constituant qu'une liste très incomplète...¹⁹

1-3-3) Des institutions pour faciliter les transactions

Plus récemment, c'est surtout le courant néo-institutionnaliste de la New Economic History, avec son chef de file Douglass North, prix Nobel de sciences économiques en 1993, qui a produit une théorie élaborée d'un développement économique lié aux institutions. Ce nouvel institutionnalisme se distingue du premier par la synthèse entre l'analyse des institutions et la pensée néoclassique, alors que Veblen et ses disciples rejetaient les théories formalisées. Autrement dit, on pourrait affirmer en simplifiant que les marginalistes voulaient de la théorie sans institutions, les institutionnalistes des institutions sans théorie, alors que North et ses adeptes veulent combiner institutions et théorie²⁰.

Le concept des coûts de transaction, élaboré par un autre prix Nobel, Ronald Coase, est le principal outil utilisé ici pour comprendre le rôle des institutions. L'analyse économique orthodoxe ne s'intéressait qu'aux coûts de production et considérait que les coûts de transaction étaient nuls. Ce sont les coûts qui accompagnent l'échange, qui résultent de la gestion et de la coordination du système économique dans son ensemble et non de la fabrication physique des biens. Dans une société complexe, la plupart des gens - de l'avocat au comptable, de l'homme politique au banquier - ne sont pas engagés directement dans des activités de production, mais dans des activités visant à réduire les coûts de transaction, qui comptent pour environ la moitié du PIB. On peut les classer en trois catégories :

- coûts de recherche qui concernent l'information préalable nécessaire à l'échange,
- coûts de négociation, impliqués par la détermination des conditions et termes de l'échange,
- coûts d'application (enforcement) des contrats au sens large, c'est-à-dire tout le côté juridique qui découle de leur mise en œuvre conforme aux termes initiaux.

¹⁹ (Cité par Klein, 1977)

²⁰ OLIVER WILLIAMSON, Les institutions de l'économie, Ed .inter édition, 1994

Des coûts de transaction élevés constituent un obstacle à la croissance parce qu'ils freinent les échanges. Le rôle des institutions est justement de réduire ces coûts. L'histoire économique de l'Occident est, selon North, l'histoire de *la mise en place progressive d'institutions* adaptées, propres à contenir la montée des coûts de transactions qui accompagne la division accrue du travail et donc la complexité croissante des sociétés²¹.

Dans une communauté primitive, les liens personnels limitent les coûts de transaction car les participants à l'échange se connaissent et sont donc obligés d'adopter des normes d'équité. Les coûts de production y sont par contre élevés car la société n'est pas spécialisée et dispose de peu de capital technique.

Lorsque les marchés s'élargissent, les relations économiques deviennent impersonnelles et il faut protéger les contractants des fraudes, abus et autres pratiques coûteuses ou dissuasives des échanges, par tout un arsenal institutionnel, notamment juridique. Le développement s'accompagne d'un accroissement des coûts de transaction, au fur et à mesure que la société devient plus complexe, et d'une réduction des coûts de production, au fur et à mesure que le capital s'accumule et que la société se spécialise. Toute la question est de savoir si la baisse des seconds ne sera pas annulée par la hausse des premiers : les institutions seules feront la différence en limitant ou non cet accroissement²².

²¹ OLIVER WILLIAMSON, *op.cite*, p218.

²² Ibid.

Section02 : Les ressources naturelles et institutions

En 1995, J. Sachs et A. Warner ont analysé la corrélation entre croissance et ouverture, sur la base d'un indice d'ouverture reposant sur plusieurs critères : importance des obstacles non tarifaires, taux moyens de droits de douane, écart entre le taux de change officiel et le taux de change du marché noir, et importance des entreprises commerciales d'Etat. Ils montrent que tous les pays ouverts ont connu, sur la période 1970-1995, une croissance supérieure à celle des pays fermés. Dans la catégorie des pays émergents, l'écart est même spectaculaire : les pays ouverts ont ainsi connu une croissance de 4,5 % l'an, contre seulement 0,7 % en moyenne pour les pays fermés. Parmi les pays industrialisés, l'écart est plus réduit : 2,5 % l'an, contre 0,7 %. Ces chiffres suggèrent que l'ouverture non seulement accélère la croissance, mais favorise aussi la convergence entre pays riches et pauvres : les pays émergents ouverts ont une croissance supérieure à celle des pays industrialisés, signe qu'un rattrapage se produit ; en revanche, il n'y a pas d'écart entre taux de croissance dans la catégorie des pays fermés

SACH et Warner ont montré l'existence d'une relation négative robuste entre la richesse naturelle (la part des exportations primaires dans le PIB ou dans les exportations totales) et le taux de croissance économique. Depuis, de nombreux travaux théoriques et empiriques ont cherché à comprendre cette « Malédiction des Ressources Naturelles ». Gylfason (2001b) recense quatre explications principales à savoir le Syndrome Hollandais, l'éviction du capital humain, l'éviction du capital physique et la mauvaise qualité institutionnelle (le « capital social »²³).

Selon la théorie du Syndrome Hollandais, l'abondance de ressources naturelles provoque la surévaluation du taux de change et pénalise les exportations non minières (le plus souvent industrielles) qui sont les plus favorables à la croissance (Matsuyama, 1992). Pour Gylfason (2001a), la présence de ressources naturelles réduit les incitations des agents publics et privés à accumuler du capital humain car ils considèrent que le capital naturel constitue leur principale source de richesse. Des résultats similaires sont obtenus par Birdsall, Pinckney et Sabot (2001). Stijns (2006) conteste ces résultats et montre que la présence de ressources naturelles peut favoriser l'investissement éducatif notamment via les ressources financières qu'elles procurent.

²³ Sachs, Jeffrey D. and Andrew M. Warner. "The Big Rush, Natural Resource Booms And Growth," Journal of Development Economics, 1999.

Thorvador Gylfason, montre que "les pays dépendant des revenus des ressources naturelles peuvent garantir la bonne gouvernance en déléguant la gestion de ces revenus à un organe complètement indépendant". Il préconise "la création d'un organe autonome à l'instar de la Cour des comptes, qui serait chargé du contrôle de la gestion des revenus générés par les ressources naturelles", en appelant les pays émergents à "mettre de la distance entre leurs banques centrales et leurs politiques" car ces banques, dit-il, doivent être "indépendantes et transparentes. Selon Gylfason (2001a), une augmentation de dix points de la part du capital naturel dans la richesse nationale se traduit par la perte d'un point de croissance par an ce qui est loin d'être négligeable car, depuis 1965, le taux de croissance annuel moyen de l'économie mondiale est de 1,5%. Dans la littérature, de nombreuses explications de ce phénomène ont été avancées²⁴.

Selon la théorie du Syndrome Hollandais, l'abondance de ressources naturelles provoque la surévaluation du taux de change et pénalise les exportations non minières (le plus souvent industrielles) qui sont les plus favorables à la croissance (Matsuyama, 1992). Pour Gylfason (2001a), la présence de ressources naturelles réduit les incitations des agents publics et privés à accumuler du capital humain car ils considèrent que le capital naturel constitue leur principale source de richesse.

La présence de ressources naturelles peut réduire les incitations des agents économiques à épargner et à investir ce qui constitue un frein à la croissance économique. Gylfason et Zoega (2006) montrent qu'un accroissement de dix points de la part du capital naturel dans la richesse totale d'un pays est associé à une réduction de l'investissement d'environ deux points de PIB.

L'économiste Rabah AREZKI a accentué la trajectoire relativement récente de l'Afrique du développement des ressources naturel et du changement économique. Il a expliqué cela dans la grande partie, en raison des phénomènes changeants tels que la technologie en évolution d'exploration et de production et la tendance de l'investissement à partir du Moyen-Orient, L'Afrique est devenue un hub populaire ; Découverte de t nouveau développement de projet En référence aux divers défis liés aux efforts de développement des ressources dans le monde entier, l'auteur a montré qu'il n'existe « aucune association positive entre une abondance de ressources naturelles et la croissance [économique], » en dépit de la notion que les ressources

²⁴ Gylfason T. Natural resources, education and economic development. European Economic Review. 2001, P59.

naturelles devraient effectivement servir à détendre le budget contraintes sur des stratégies de développement. Demandant « pourquoi les pays qui « sont bénis » avec des ressources ne se développent pas plus rapidement »²⁵ il a cité les défis suivants liés au développement efficace²⁶:

- Perte dans la compétitivité des prix (« la maladie néerlandaise ») « Surplomb de dette, » ou dépense excessive que cela mène aux positions fiscales insoutenables et à l'endettement lourd
- Volatilité macro-économique, qui exige la prise de décision difficile par de divers agents (gouvernement, secteur privé et ménages)
- Détérioration des établissements (c.-à-d. par la corruption, les autocraties), la base « de la malédiction politique de ressource »
- Conflits internes et externes pour empêcher les retombées radioactives négatives des efforts de développement des ressources, Arezki a énuméré les suggestions suivantes
- Diversification des ressources, de la production, et des courants de revenus à partir du secteur de ressource naturelle, de sorte que les ressources naturelles deviennent essentiellement un plus petit morceau tarte total d'une nation du « ; » dans ce sens, revenu de secteur de non-ressource peut être employé comme haie contre la volatilité macro-économique ;
- De transfert/mouvement à partir de la richesse/du capital de ressource naturelle aux Equipements humains et productifs, et emploi des cadres pour guider la dépense
Emploi des cadres pour guider la dépense optimale sur le développement des ressources aussi bien que l'utilisation de ressource ; de tels cadres devraient chercher à ancrer les dépenses publiques et la consommation sans heurt.
- L'économiste Rabah AREZKI a expliqué que n'importe quel cadre pour le développement des ressources efficace exigerait non seulement la considération des mécanismes utilisés par différents pays (en contrôlant leurs efforts de développement respectifs à divers moments à travers l'histoire), mais également considération du contexte et circonstances entourant chaque nation et développement respectifs.

²⁵ The political Economy of natural resource, public affaire@law.columbia.edu

²⁶ Ibid

Conclusion

Définir le concept d'institution reste donc difficile. On commence toutefois à disposer d'un cadre analytique solide, qui permet de combiner analyses historiques et raisonnements plus ou moins formalisés. Un pays qui s'engage sur la voie de l'économie de marché ne peut se développer qu'à la condition que ses marchés fonctionnent correctement. Ce n'est que par l'identification du « complexe institutionnel » spécifique d'une économie qu'il est ensuite possible d'agir pour améliorer la situation.

Introduction

Le pétrole du latin (pierre) et Oléum (huile) .soit huile de pierre, est une roche visqueuse (liquide) carbonée, énergie fossile, le pétrole est aussi souvent appelé Or noir en référence a sa couleur et à son coût élevé¹.

Ainsi dans la première section nous présenterons le marcher pétrolier, la deuxième section sera consacré sur les mécanismes de transmission d'un marcher pétrolier et enfin dans la troisième section on parlera du syndrome hollandais.

Section 01 : Le pétrole et le marché pétrolier

1-1) Historique du pétrole :

C'est depuis le début de l'humanité que le pétrole ou les produits qui les constituent sont connus. En effet, l'arche de Noé avait été recouverte de bitumes qui correspondent à un dépôt de surface du pétrole brut. Le pétrole remonte à la surface sous forme de suintement de bitume, qui était utilisé par les peuples de Mésopotamie, il y a plus de trois mille ans, comme le mortier dans la construction des remparts, pour les calages des coques des navires et pour assurer l'étanchéité des citernes et conduits d'eau, comme source d'énergie et comme même médicament.

On rapporte qu'au moyen âge, le pétrole était utilisé dans les grenades en terre cuite, appelées « feu Grégeois » que les bandits et les guerriers des mers laissaient exploser sur l'eau près des navires qui prenaient feu.

C'est au 18eme siècle que le pétrole est devenu un combustible recherché tant pour l'industrie que pour l'éclairage domestique. Il s'est révélé plus accessible à toutes les couches sociales que l'huile de baleine et plus convenable que les bougies de suif c'est-à-dire de la graisse des procs d'odeur désagréable

Le choix du pétrole et son usage par le plus grand nombre d'individus ont favorisé son extraction et son raffinage. On peut par exemple signaler l'obtention du pétrole lampant par le géologue canadien Abraham Gessner en 1852.

Entre 1857,1858 et 1859 les premiers forages du pétrole ont été ainsi réalisés en Allemagne et aux États-Unis, c'était le début de l'industrie pétrolière et la voie vers l'or noir.les

¹ Chautard Sophie , « géopolitique et pétrole » ,édition studyrama,paris2007, p11

inventions des automobiles, trains et avions, bref des moteurs à combustion on fait que le pétrole est à ce jours un des fondements de l'industrie et par la modernisation ou la modernité. A ce jour 30% du pétrole produit dans le monde proviennent des gisements en mer (gisements offshore). La première plate forme de forage en mer a été construite en 1947. Aujourd'hui il existe des plates formes ancrées au fond de la mer par 400m de profondeur.

Elles pèsent des milliers des tonnes et peuvent accueillir des centaines des techniciens. Pour les plus petits gisements, a mis au point des systèmes de production flottants. Ce sont des navires qui sont utilisés pour traiter et stocker le pétrole provenant de tubes prolongateurs qui relient le fond à la surface avec le système de production sous marine, le pétrole est acheminé par des collecteurs qui courent au fond de la mer jusqu'à la plate forme d'un gisement voisin.²

1-2) La place du pétrole dans l'économie mondiale

Le poids du pétrole dans l'ensemble des activités économiques et d'une manière générale dans l'économie mondiale a sensiblement diminué a la suite des deux chocs pétroliers (1973 et 1979) qui ont entraîné des hausses considérables des prix de tout les produits pétroliers et qui ont par conséquent limiter la consommation ou la demande mondiale de cette énergie².

Cependant, le pétrole demeure toujours la première source d'énergie primaire dans le monde, avec une part de marché de 36% , il représente aussi 95% de l'énergie utilisée dans les transports, 1.5% à 2% du PIB mondiale et 6 % à 8% du commerce mondial³ .

1-2-1) La place du pétrole dans le secteur des transports

le pétrole demeure au cours de plusieurs années, la source d'énergie la plus utilisée notamment dans le secteur des transports qui occupe la place la plus importante en tant que secteur consommateur d'énergie (qui en dépend a plus de 95%) et ou les substituts envisageable sont soit inexistant soit encore trop couteux.

1-2-2) La place du pétrole dans le secteur de l'industrie

Le pétrole en tant qu'énergie de base dans le fonctionnement de toute les industries, ces produits dérivées servent à la fabrication de toute sorte de produits, qu'ils soient hygiénique, alimentaire, de protection, tissus, Cd, ou DVDetc. la production d'électricité et la

² Nicolas Carnot, et HAGEGE Catrine, le marché pétrolier, économie et prévision, 2005, p127.

³ Ibid

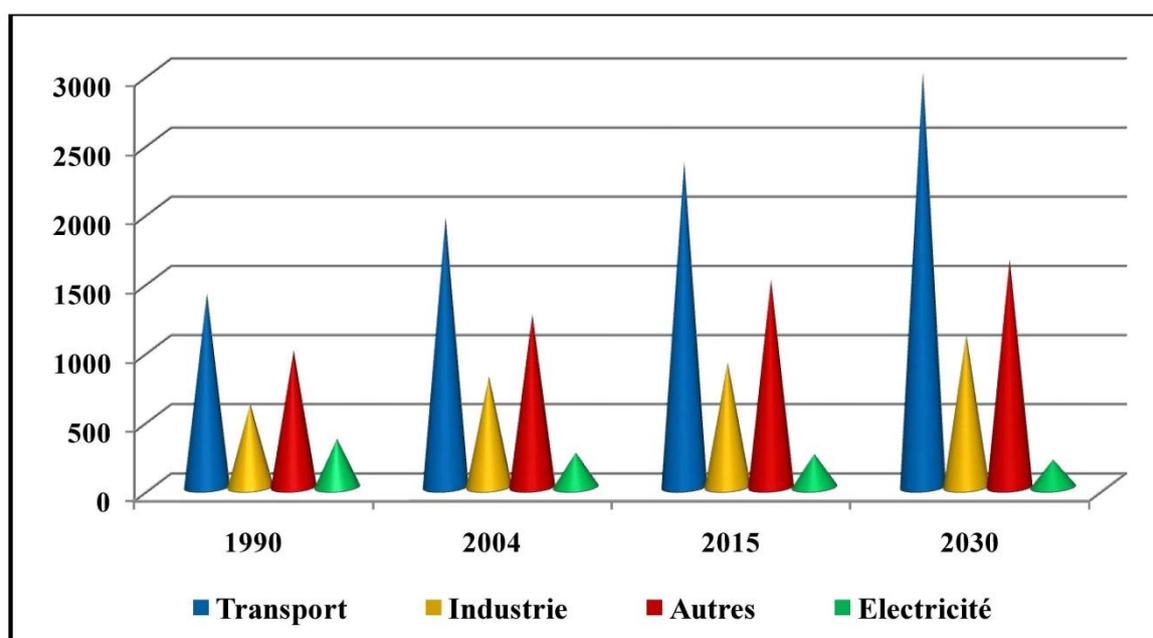
pétrochimie représente les principaux domaines d'industrie dont le pétrole joue un rôle de plus en plus primordial

1-2-3) La place du pétrole dans le secteur de l'agriculture

Dans le secteur d'agriculture, le pétrole est utilisée soit comme carburant (Diesel essentiellement) pour les tracteurs, moissonneuse-batteuse, machines d'irrigation et de pompage, soit comme produit chimique a l'exemple des engrais et des pesticides⁴.

La figure ci-dessous présente la part de quelques secteurs d'activité économiques (industrie, transport, électricité et autres).

Figure n 01 : répartition de la demande de produits pétroliers par secteur utilisateurs dans le monde(en million de tonnes équivalent pétrole).



Source : BENSALD Bernard, « le pétrole : une énergie incontournable », institut français du petrole, 2007, statistiques de « world energy Outlook IEA ,2006 »,

⁴ Nicolas Carnot, et HAGEGE Catrine, le marché pétrolier , économie et prévision,2005,p127.

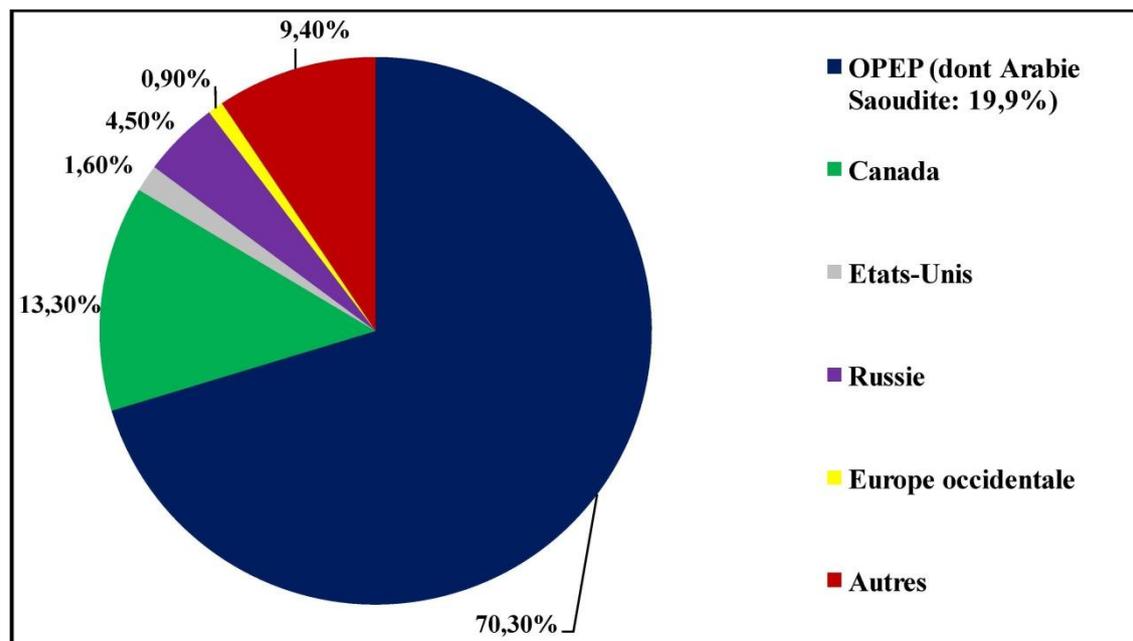
1.3) Classification des réserves de pétrole

Les réserves du pétrole sont classées en deux catégories :

- **Les réserves potentielles** : cette catégorie de réserve concentre la richesse possible compte tenu des analyses géologiques, mais qui ne sont pas encore découvertes
- **Les réserves prouvées** : « sont les quantités de pétrole que les études géologiques et technique permettant d'estimer avec certitude raisonnable comme étant susceptible d'être produites à partir des réserves connus dans les conditions technologique et économiques du moment » Girard et boy de la tour

Depuis 1990, le total des réserves mondiales du pétrole prouvées a connue une évolution à la hausse

Figure n 02 : Les réserves mondiales du pétrole brut en 2009



183 milliards de tonnes

Source : CATENNE Lylian et LELLEU Gaspard, « l'industrie pétrolière et gazière en 2008 », direction générale de l'énergie et du climat, donnée de oil ans gaz journal, 2009, p.08.

En 2009, les pays de L'OPEP occupe une part très importante en matière de réserve mondiale du pétrole soit 70.3% du total des réserves dont l'Arabie saoudite occupe la première place au sein de l'OPEP, et elle détient 19.9% de la part

Des réserves de cette dernière. Cependant les principaux pays exportateurs de pétrole représentés par le pays de L'OPEP sont a l'ordre de treize : l'Arabie Saoudite, l'Irak, L'Iran, le Koweït, le Venezuela, L'émirats arabes Unites, L'Algérie, le Qatar, la Lybie, le Nigeria, Angola, La Russie et le Mexique.

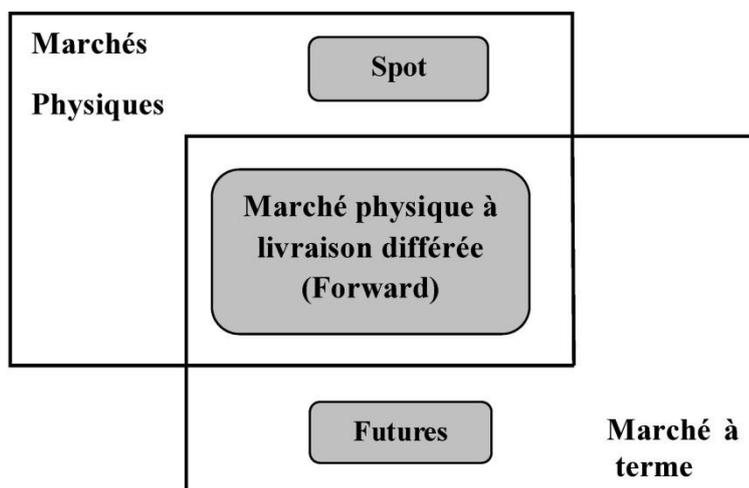
La part des réserves mondiale du pétrole du Canada, de la Russie, et d'autre sont respectivement de : 13.3% ; 4.5% ;9.4% Néanmoins, les Etats-Unis et L'Europe occidentale détiennent les parts les plus faible des réserves mondiales qui sont respectivement de : 1.6% et 0.9%.

1-4) La structure du marché mondial du pétrole

un marché pétrolier est comme tous les marchés des biens et services. C'est un lieu de confrontation entre les offreurs et les demandeurs de pétrole.il a connu ces dernières années une grande évolution passant d'un marché physique au comptant « spot » ou à livraison différée « à terme » vers un marché à terme financier⁵.

la figure ci-dessous donne une présentation simplifié de la structure du marché mondiale du pétrole.

Figure N° 03 : Les marchés du pétrole



Source : AMIC Etienne, DARMOIS Gilles et FARENNEC Jean-Pierre , « l'énergie, A quel prix ? »,Ed. technip ,paris ,2006 ,p.54.

⁵ ATTOUMI AMEL, « chocs pétroliers et l'activité économique : application sur un panel de pays producteurs de pétrole. L'Algérie, l'Arabie saoudite et le Nigeria », université de Bejaia, 2014, p7.

1.4.1. Le marché physique

A. Le marché physique au comptant dit « spot »

C'est le lieu d'échange au jour le jour ou les livraisons s'effectuent au comptant, le pétrole n'est pas physiquement présent sur ce marché, en effet il s'agit d'une mise en contrat entre l'offreur et le demandeur dont le trader joue le rôle d'intermédiation de ces deux derniers.⁶ Le prix du pétrole ne fixe pas la confrontation de l'offre et la demande sur ce marché libre, c'est le marché spot, donc c'est le marché qui détermine le prix du pétrole brut, du fait que les prix du pétrole fluctuent façon rapide et importante.

B. Le marché physique à terme ou à livraison différé :

Le marché physique à terme qui correspond aux transactions physique à livraison différée appelé aussi « forward » est un marché qui permet de réaliser des opérations de transactions qui naissent à une certaine date, mais qui ne se dénoueront qu'à une date ultérieure (une semaine, un mois, trois mois).

Ce marché est utilisé par les vendeurs pour garantir l'écoulement de sa production future et leur permet d'obtenir un meilleur prix pour leur produit, et par les acheteurs pour sécuriser leur approvisionnement, le tout à un prix connu d'avance c'est à dire éviter de prendre des risques de cours sérieux⁷.

Cependant, ce type de transaction était autrefois dominant jusqu'aux année 1970, son principal inconvénient est l'insuffisance de souplesse et de flexibilité .Dans ce type de marché l'une des parties du contrat ne peut s'en retirer qu'a condition de trouver un tiers pour se substituer à lui (c'est le marché de gré a gré).

1.4.2) Le marché à terme financier (futur) :

Un contrat a terme peut être défini comme une promesse de vente par laquelle le vendeur s'engage à livrer le pétrole brut ou les produits raffinés pour une date ultérieure à un prix fixé immédiatement (lors de la signature du contrat),il s'agit donc d'un marché financier qui est un

⁶ Maurice DURUSSET, le marché du pétrole, Ellipse, Edition marketing S.A, 1999, p57

⁷ Nicolas CARNOT, et HAGEGE Catrine, le marché pétrolier, économie et prévision, 2005, p127.

marché organisé non pas un marché physique qui prend en compte des risque conjoncturels (à court terme),les risques politiques, l'instabilité des taux d'intérêt et des taux de change⁸ .

Le contrat à terme sont apparus au milieu des années quatre vingt dans les bourses des matières premières, particulièrement à New York pour se protéger contre l'instabilité quotidienne des cours pétroliers. En outre, ce type de contrat a ne place primordiale dans les différents mécanismes de commercialisation du pétrole, du fait qu'il permet aux intervenants sur le marché pétrolier de :

- Se protéger contre le risque des prix
- Réguler des échanges de produits physiques ;
- améliorer la gestion des stocks

Les opérations à terme peuvent répondre à trois objectifs : la couverture, l'arbitrage et la spéculation :

- Les opérations de couverture permettent de se protéger contre le risque des variations des prix du pétrole ;
- La spéculation sur le marché à terme résulte des anticipations sur l'évolution des prix du pétrole, il s'agit d'acheter un actif dans le but de le revendre à un prix supérieur au prix d'achat
- A la différence de l'opération de spéculation, l'opération d'arbitrage ne présente aucun risque sur le marché pétrolier et consiste à corriger toutes les anomalies qui existent entre les différents prix d'un même produit sur deux marchés différent

Section02 : Les canaux de transmission des prix du pétrole dans l'économie :

2.1 Les déterminants des prix du pétrole :

L'instabilité du marché pétrolier et la volatile des prix s'expliquent par plusieurs facteurs qui sont très difficile à prévoir, et qui tiennent aussi bien aux fondamentaux du marché pétrolier du marché pétrolier qu'au poids des incertitudes géopolitique .l'ensemble de ces facteurs peuvent influencer le niveau du prix du pétrole soit à cout à long terme⁹.

⁸ Maurice DURUSSET, le marché du pétrole, Ellipse, Edition marketing S.A, 1999, p57

⁹ AMIC Etienne et DARMOIS Gilles et FAVENNEC Jean-Pierre, « L'énergie : A quel prix ? », Ed. Technip, Paris, 2006, p. 08.

2.1.1 Les déterminants à court terme

Il ya plusieurs facteurs qui permettent de déterminer les prix du pétrole a court terme, à savoir des facteurs fondamentaux du marché (l'offre et la demande), et les facteurs financiers ayant trait à la spéculation sur le marché à terme et au cours du dollar américain (monnaie des échanges du pétrole)¹⁰.

- **La demande :** la demande du pétrole brut provient essentiellement par des raffineurs, donc elle est conditionnée par la demande en produits raffinés exprimé par les consommateurs finaux. La demande des produits raffinés (carburants, fioul...) est conditionnée par la croissance dans les grandes zones de consommation, facteurs saisonnières (augmentation de la demande en hiver) et les aléas climatiques, ainsi, la période de maintenance des raffineries qui implique une baisse de la demande ;
- **L'offre :** par rapport à l'offre, il existe plusieurs qualités (Brent, WTI et Arabian Light), l'offre contrairement à la demande n'est pas saisonnières, mais continue tout au long de l'année, la capacité de production du pétrole jouent un rôle important sur la détermination des prix , l'OPEP qui représente un potentiel gigantesque de réserves assure environ 40% de la production du pétrole mondiale, cette capacité de production excédentaire constitue un facteur de clé de régulation de l'offre et de contrôle des prix du pétrole en période d'instabilité .
- La capacité de production d'un gisement au début est croissante, et l'extraction du pétrole est facile et moins couteux, dès que la moitié des réserves de ce gisement sera consommée, sa capacité tend vers le déclin, et son exploitation devient plus chers .ce phénomène est connu sous le nom de « pic de production » qui représente le sommet de la production juste avant son déclin.
- **Les fonds spéculatifs :** l'activité des fonds spéculatifs n'a pas de relation directe avec l'activité pétrolière, mais leur puissance financière leur permet d'influer sur les cours du pétrole brut en prenant des positions sur ces marchés.
- **Le cours dollar :** le prix international du pétrole est libellé en dollar américain, l'évolution du prix du pétrole et le cours du dollar sont corrélés négativement, soit une relation décroissante, ce qui veut dire, la monté du cours du dollar implique une baisse du prix du pétrole et vice-vers-ça.

¹⁰ AMIC Etienne et DARMOIS Gilles et FAVENNEC Jean-Pierre, « L'énergie : A quel prix ? », Ed. Technip, Paris, 2006, p. 08.

- **La psychologie des acteurs du marché :** la psychologie des acteurs du marché détermine leur comportement en tant qu'acheteurs ou vendeurs, en période calme, les acteurs sont sereins et n'achètent ou ne vendent qu'en fonction de leurs besoins, en période agitée ou incertaine, des comportements d'achat ou de vente massive apparaissent, par exemple, lorsque le marché est déprimé, et que les prix sont bas, certains vendeurs paniquent et cherchent à liquider leur production physique ou leur position financière, accentuant la baisse des cours. Et lorsque le marché craint la pénurie, les consommateurs ont tendance à acheter plus pour stocker plus afin de se prémunir contre d'éventuelles ruptures d'approvisionnement.

2.1.2 Les déterminants à long terme :

A long terme, le prix du pétrole brut et ces différents produits dépendent d'un côté, de leurs coûts de production, de raffinage, de transport et de distribution, et de l'autre côté, par les coûts sociaux¹¹.

- **Le coût de production :** le coût de production représente la variable fondamentale de la détermination des prix sur le marché international. Ce coût dépend de la qualité de gisement pour l'extraction, et le progrès technologique. Le coût de production contient les coûts suivants ; dépenses d'exploration, dépenses de recherche et de développement et les dépenses d'exploitation. Le coût moyen de production des pays membres de l'OPEP s'élève à 3.8 dollars/baril, soit compris entre 0.4 et 4 dollars/baril. Tandis que, ceux des pays d'Europe et États-Unis sont compris entre 3.2 et 15 dollars/baril.
- **Le coût de raffinage :** la transformation du pétrole de son état brut aux produits prêts à commercialiser et à consommer (carburant, fioul, gazole...) nécessite des coûts qui sont estimés en moyenne de 4 dollars/baril.
- **Le coût de transport :** le transport de matière première (pétrole brut) de leur localisation vers les pays consommateurs (raffineries), se fait à travers deux voies, soit par voie terrestre par conduite oléoducs, ou par voie maritime (navires pétroliers). Le coût de transport varie selon la distance, soit du point de départ jusqu'à la destination finale du pétrole. Selon le coût est estimé entre 1 et 3 dollars/baril.
- **Le coût de distribution :** le coût de distribution des produits pétroliers varie selon les stations utilisées pour les consommateurs, les stations de services pour grands

¹¹ MAURICE Joël, « Prix du pétrole », Ed. La documentation française, Paris 2001, p. 17.

publique et les raffineries qui généralement lié par voie oléoducs, le cout moyen de distribution est de 7 dollars/baril.

- **Le cout social** : suit au phénomène de réchauffement climatique, la coordination internationale entre les puissances publiques oblige les compagnies pétrolière de payer une somme d'argent sous forme d'une taxe carbone, achat d'un permet d'émission et l'usage du pétrole en générale.ces taxes sont intégrées au prix du pétrole sous le nom de cout social, qui sert à diminuer le taux de pollution et la préservation de l'environnement naturel¹².

2.2 Les chocs et contre-chocs pétrolière :

Comme les variations des cours pétroliers sont dues à la présence des chocs et des contre-chocs pétroliers, pour ce faire, nous allons essayer de spécifier ces deux notions.

2.2.1 Les chocs pétroliers

A- Définition :

Un choc pétrolier se traduit par un déficit brusque de l'offre par rapport à l à demande, donc par une hausse brutal du prix du baril survenue en 1973,1979et 2008, provoquant d'importantes perturbations économiques globale, ayant une incidence négative sur la croissance mondiale.

Les chocs pétroliers sont dus à différentes raisons à la fois économiques et politiques ¹³:

- Un déséquilibre entre l'offre et la demande du pétrole ;
- Une baisse volontaire de l'offre des pays producteurs, ces derniers qui sont en grande majorité des pays du Moyen-Orient possèdent un véritable pouvoir sur les pays consommateurs du pétrole.
- Une augmentation non anticipée de la demande des pays importateurs engendre un déséquilibre sur le marché et permet aux pays producteurs d'imposer des prix plus élevés, par exemple, l'augmentation des cours du pétrole en 2008est considérée comme un choc de demande.

¹² MAURICE Joël, « Prix du pétrole », Ed. La documentation française, Paris 2001, p. 17.

¹³ PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, 1989, p. 24.

2.2.2) Les différentes catégories de choc pétrolier

Un choc économique peut se définir comme étant une variation inattendue de l'offre et/ou de la demande. Le modèle d'offre et de demande est très utilisé par de nombreux économistes pour expliquer les fluctuations économiques.¹⁴

- **un choc d'offre :** Un choc d'offre est une perturbation imprévue de l'activité économique liée à une modification brutale de l'offre de pétrole sur le marché notamment de leurs coûts de production ou de leurs niveaux de productivité. Ce dernier a connu deux types de chocs d'offres à savoir : le choc pétrolier de 1973 et le second choc pétrolier de 1979.
- **un choc de demande :** Un choc de demande est une perturbation de l'activité économique liée à une hausse ou à une baisse brutale de la demande. L'irrégularité de la croissance effective trouve sa source principale dans les variations de la demande globale, entraînées par les chocs de demandes.

Un choc pétrolier est dit de demande lorsque ce dernier est supérieur à l'offre, ce qui entraîne la hausse des cours pétroliers. Ce type de choc est provoqué par le comportement des consommateurs sur le marché. Par exemple le troisième choc pétrolier de 2008 est considéré comme un choc de demande qui est dû à une augmentation de la demande des pays importateurs qui connaissent une période d'expansion économique très importante durant ces dernières années (surtout les pays émergents).

Selon Mankiw et Taylor, la courbe de demande agrégée est décroissante pour plusieurs raisons¹⁵ :

- L'effet de richesse : un niveau de prix plus bas fait augmenter la richesse réelle, ce qui encourage les dépenses de consommation.
- L'effet du taux d'intérêt : un niveau de prix plus bas fait baisser le taux d'intérêt, ce qui encourage les dépenses d'investissement.
- L'effet du taux de change : un niveau de prix plus bas conduit à une dépréciation du taux de change réel, ce qui encourage les dépenses d'explorations nettes.

¹⁴ PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, 1989, p 455.

¹⁵ ibid

2.2.3) histoire des chocs pétroliers rétrospective :

C'est en 1973 que la première crise pétrolière a éclaté, la deuxième a eu lieu en 1979 et la hausse des prix du pétrole a partir des années 2000 et son paroxysme en 2008 est considérée comme le troisième choc pétrolier.

A. Le premier boom pétrolier de 1973-1974 :

Suite à l'attaque de l'Égypte et de la Syrie contre Israël (c'est la guerre du Kippour), L'OPEP annonce un embargo concernant le soutien de nombreux États en vers Israël (États-Unis, et pays bas), en diminuant leurs exportations mensuelles de 5 % jusqu'à l'évacuation complète des territoires occupés par Israël, depuis 1967¹⁶.

Le prix du baril du brut léger d'Arabie (Arabian light) quadruple entre octobre et décembre 1973 passant de 2.9 à 11.6 dollars le baril ainsi que l'augmentation de l'impôt sur le bénéfice de 55% à 85%, la croissance s'effondre et le chômage augmenté.

De 1974 à 1978, les réajustements des prix ne permettent pas de compenser les effets négatifs pour les pays de l'OPEP, concernant l'inflation mondiale et la dévaluation du dollar.

Les gains pour l'OPEP de 1973 à 1974 ont été évanouis en 1978, une diminution réelle des prix du pétrole.

B. Le second boom pétrolier de 1979-1980 : Le second choc pétrolier qu'a connu

L'industrie pétrolière était en 1979, après la guerre entre l'Irak et L'Iran, puis la chute de Shah en Iran a provoqué une diminution, puis la quasi- disparition de la livraison de pétrole en Iran.

En 1980, les troubles de certains États membres de l'OPEP (la Lybie , l'Algérie et l'Irak) ont fait exploser les prix du pétrole et ont prolongé les pays occidentaux dans une crise économique (les prix sont multipliés par deux et sont passés de 12.7 en mars à 24.5 dollars en décembre)¹⁷ . Dès lors, chaque État de l'OPEP agit librement : l'Iran vend son pétrole 30 dollars le baril l'Algérie 35dollars le baril obligeant ainsi l'Arabie saoudite à accepter de porter le prix OPEP de l'arabian light à 32 dollars en décembre 1980 avec une tolérance jusqu'à 36 dollars.

¹⁶ PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, 1989, p. 455.

¹⁷ Ibid.

C. Le troisième boom pétrolier de 2004

Le troisième choc pétrolier n'a plus rien à envier des deux précédents, la différence c'est que cette fois le choc¹⁸ :

- Est plus étalé dans le temps et a commencé entre 2003 et 2005, pour aboutir à une forte augmentation des cours du pétrole en 2008
- N'est pas dû à une crise de l'offre mais à une explosion de la demande nationale, c'est-à-dire l'augmentation de la demande des pays émergents, ainsi que la forte hausse des besoins en produits pétroliers des pays asiatiques tel que la chine, l'inde..etc.

Le troisième choc pétrolier est marqué par une augmentation graduelle des prix du pétrole en 2004 passant de 38dollars le baril pour atteindre 54.52dollars le baril en 2005. Entre 2006 et 2007 le niveau des prix passe de 65.14 à 72.39 dollar le baril, soit une augmentation de 10.76%en 2007, contre une hausse de 20.5% en 2006 et de 41.3en 2005.

La principale cause de la flambé des prix est de la dévaluation continue du dollar américain, mais aussi les grandes multinationales pétrolières qui ont opté pour un large processus de fusion et acquisition, c'est la réduction de leurs charges techniques.

2.2.4) Les conséquences des chocs pétroliers

Les politiques menées par les Etats exportateurs et importateurs du pétrole engendrent un véritable bouleversement des marchés pétroliers.

✓ Les conséquences des deux premiers chocs pétroliers

Le premier choc pétrolier touche les pays industrialisés de façon diverse, le second choc brisé la reprise économique, les conséquences de ce dernier sont à la fois plus lourdes et directes sur l'économie mondiale, autant de facteurs qui contribuent à un retournement du marché pétrolier.

¹⁸ PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, 1989, p. 456.

- **Pour les pays exportateurs**

De 1974 à 1981, la hausse des prix du pétrole bouleverse tous les équilibres, leurs excédents commerciaux sont à l'ordre de 700 milliards de dollars, la thésaurisation des « pétrodollars » permettent :

1. De financer des programmes de développement économique et créer des activités industrielles ;
2. D'acheter des biens immobiliers ou de bons du trésor surtout aux Etats- Unis
3. D'investir dans les pays développés importateurs de pétrole
4. D'augmenter des liquidités internationales par l'intermédiaire des banques saoudiennes et koweïtiennes :
5. Les pays pétroliers du Moyen-Orient se sont vus contraints de baisser le prix du pétrole à partir de 1983, pour faire face à la surproduction.

- **Pour les pays importateurs**

Les économistes des pays importateurs sont très sensibles aux hausses des prix du pétrole pour ce faire :

1. Le premier choc pétrolier a provoqué une accélération de l'inflation pour les économies occidentales et a eu un grand effet sur les déséquilibres préexistants ;
2. Les pays importateurs ont réduits leurs importations, ce qui a entraîné un ralentissement de leur activité économique, d'où une augmentation rapide et sensible du chômage :
3. En 1979, le président carter adopte un programme d'économie d'énergie et s'engage à réduire la consommation et les importations pétrolières des Etats-Unis :
4. La baisse des importations pétrolière de 520 à 330 millions de tonnes pour l'ensemble de la CEE (communauté économique européenne) et la diminution de la part du pétrole dans le bilan énergétique de la consommation des Etats de L'OCDE de 55% à 40% et celle de la France passe de 66% à 48 % de 1973 à 1982.

2.3) Les conséquences du troisième choc pétrolier

A moyen terme, les conséquence de l'augmentation des prix du pétrole dans les années 2000 en été difficile a évaluer , notamment a cause de la crise financière qui s'est déclaré fin 2008,

cette dernière a ralenti la croissance et la demande de pétrole qui a causé la baisse du prix du baril¹⁹.

L'accroissement inévitable des besoins énergétiques mondiaux et l'épuisement progressif des ressources laissent penser que de nouveaux chocs pétroliers pourraient survenir dans les prochaines années

Les contre chocs pétrolier avec l'accord politique entre les Etats Unis et l'ARABIE SAOUDITE, les cours pétrolier en connu une importante diminution visant a augmenté la production du pétrole qui est dû au ralentissement de l'économie après les deux premiers chocs pétroliers.

2.3.1) Définitions et généralité sur le contre choc pétrolier

A la différence du choc pétrolier, en désigne par un contre choc pétrolier une chute brutale des prix du pétrole, permettant d'améliorer simultanément les quatre coins du carré magique de la politique économique (chômage, inflation, l'équilibre extérieur et la croissance économique)

Le contre choc pétrolier fait suite aux chocs pétroliers de 1973 et 1979, après ces deux chocs, l'ARABIE saoudite avait augmenté sa production, cette surproduction a engendré une chute brutale des prix du pétrole de 30dollar a 10 dollar le baril.

En effet, la diminution des recettes d'exportations a représenté des pertes en revenus réel de plus de 15% du PIB pour les pays de l'OPEP, Néanmoins, durant les deux premiers chocs pétroliers, les pertes en revenu non jamais dépassé 4% du PIB

Entre 1986 et 2003, le pétrole a été vendu à des prix très bas sur le marché mondiale, alors qu'en 2009, suite a la crise financière et économique, la baisse des prix du pétrole a risqué de divertir l'investissement humain et financier. Toutefois, lorsqu'on parle de contre-choc pétrolier ou ne fait pas allusion à la baisse de 2008

En 1982 L'OPEP prend deux décisions importantes :

- La fixation d'un plafond de production pour l'ensemble de ces membres a 18 millions de barils par jour ;

¹⁹ ¹⁹ Nicolas CARNOT, et HAGEGE Catrine, le marché pétrolier, économie et prévision, 2005, p127.

- La réception d'un cota de production par chaque état membre, l'exception de l'Arabie saoudite.

Le prix du marché est devenu à l'époque inférieur au prix officiel, d'où le risque de surproduction et la chute des prix. Particulièrement, l'Arabie Saoudite était pénalisée par l'attitude de ses partenaires : l'effondrement de sa production et de ses revenus⁷

En 1983, L'OPEP a pris de nouvelles décisions :

- La baisse de la production (dix sept millions de baril par jour)
- La diminution des prix officiels de 32 à 29 dollars le baril

Pour les états de l'OPEP, la chute des revenus est spéculaire, de 1982 à 1989 leur balance des paiements a connu un déficit de 127 milliard de dollars ;

Depuis 1985, la baisse des prix du pétrole a contribué à la reprise économique, mais les effets de cette baisse sont nombreux :

- Une remise en cause de la politique d'économie d'énergie ;
- Une menace sur le programme de redéploiement énergétique ;
- Un coup d'arrêt aux efforts de développement des énergies nouvelles

2.3.2) Les fondements des contre-chocs pétroliers

Le marché pétrolier a connu trois principaux contre-chocs pétroliers à savoir : le contre choc pétrolier de 1986, le contre choc de 1997 et celui de 2009

A- Le contre –choc pétrolier de 1986

Le contre-choc pétrolier de 1986 est un succès pour l'Arabie Saoudite qui a décidé d'augmenter sa production, en contre partie de la récupération de la part du marché mondial diminuée lors de la réunion de l'OPEP du 7 au 9 décembre à GENEVE après l'augmentation de la production de pétrole au Mexique et en Angola, malgré le niveau de la demande mondiale et moindre, ce qui permet la chute brutale des prix du pétrole.

Ainsi, la hausse massive des cours du pétrole durant les deux premiers chocs pétroliers avait des effets sur l'offre et la demande de pétrole à savoir :

- La hausse des prix du pétrole permettra l'apparition de nouveaux offreurs du pétrole sur le marché ce qui provoquera l'augmentation de l'offre du pétrole et la modification des rapports de force sur les marchés pétroliers
- La hausse des prix et la récession économique influenceront négativement sur la demande mondiale du pétrole

Quand a la conférence du 28 juillet au 5 août 1986 à Genève, les pays de l'OPEP ont décidé d'appliquer à nouveau le système des quotas, afin de pouvoir réduire leur production, cette application a fait remonter d'avantage les prix du brut.

B- Le contre-choc pétrolier de 1997-1998 :

Depuis la fin de 1997, début 1998, les prix du pétrole se sont effondrés, cette perturbation du marché pétrolier trouve son origine dans la crise asiatique.

Du fait que les pays émergent d'Asie sont considérés comme les plus grands consommateurs du pétrole, le marché asiatique joue un rôle primordial dans la détermination du niveau de la demande sur le marché mondial du pétrole.

Le ralentissement de l'activité économique se traduit par la baisse de la demande de pétrole par ces pays, ce qui fait les prix du pétrole baissent²⁰.

Tableau 1 : poids de secteur des hydrocarbures en 1997(en %)

	PIB	Recette budgétaires	Exportation de bien
Algérie	28%	57%	96%
Arabie Saoudite	35%	77%	88%
Iran	16%	57%	86%
Venezuela	25%	57%	77%
Mexique	2.4%	37%	10%

Source : Maurice DURUSSET, le marché pétrole, Ellipse, 1999.

Cette figure représente l'importance des hydrocarbures pour certains pays émergents exportateurs de pétrole en 1997

La baisse des recettes d'exportation se répercute sur les soldes commerciaux et courants de ces pays, dont la dégradation des recettes pétrolières peut avoir des effets inflationnistes et

²⁰ MAURICE Joël, « Prix du pétrole », Ed. La documentation française, Paris 2001, p. 17.

engendre la perte de confiance des opérateurs économiques tel que le retrait des capitaux et l'anticipation de dévaluation.

Afin de restreindre cette période de récession de pays exportateurs de pétrole, les pays de l'OPEP ont pris certaines décisions à savoir :

- La baisse de production afin de pouvoir accroître les prix du pétrole, en mars 1999
- L'instauration d'un système de régulation automatique de la production des pays membres, en fixant officiellement la bande des fluctuations des prix du baril entre 22 et 28 dollars/baril, en mars 2000.

C- le contre-choc pétrolier de 2009 :

en 2009, les prix du pétrole ont chuté jusqu'à atteindre 40 dollars, cependant cette baisse a engendré la diminution de la rentabilité des investissements. Une insuffisance de l'investissement entraîne un risque sur l'approvisionnement et une forte tension sur le marché pétrolier.

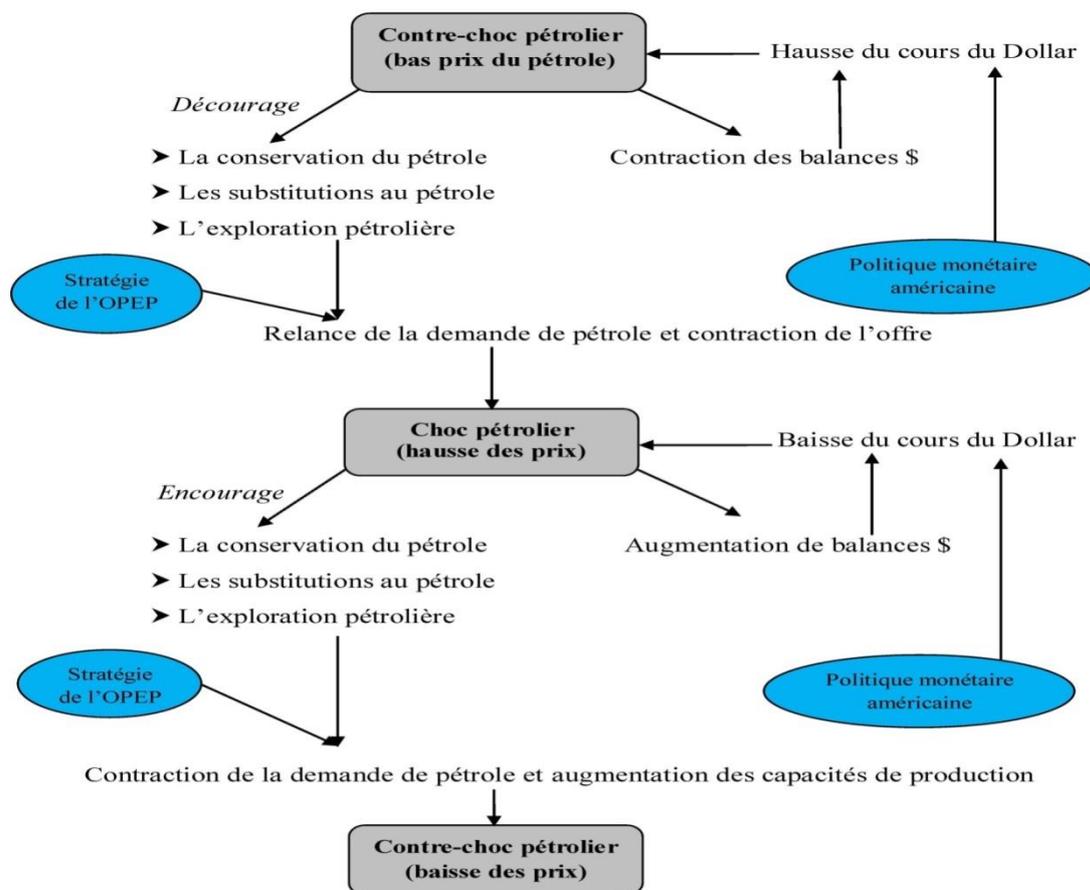
Le contre-choc pétrolier touche les pays exportateurs. Néanmoins, la baisse des prix du pétrole ne touche pas les pays importateurs car ces derniers bénéficient de cette réduction (moins de risque de défaillance de paiement).

2.3.3) Les mécanismes de transmission d'un choc pétrolier

Les principaux canaux de transmission des variations des prix du pétrole à l'économie réelle mis en avant dans la littérature sont les suivants. La hausse du prix du pétrole entraîne :

- 1- Une augmentation du coût des consommations intermédiaires suivie d'un ralentissement de la production et de la productivité ;
- 2- Un transfert de richesses entre les pays importateurs nets et les pays exportateurs nets de pétrole ;
- 3- Une hausse de l'inflation, suivie éventuellement d'effets de second tour liée à l'ajustement des salaires ;
- 4- Une baisse de la consommation de biens durables et de l'investissement, car l'environnement économique est incertain

Figure n04 : relation entre choc et contre choc pétrolier



Source : PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, 1989, p. 457.

2. 4) Les effets de la baisse des prix du pétrole sur l'économie mondiale

Une baisse des prix du pétrole due à des variations de l'offre donne un coup d'accélérateur à la croissance mondiale, quoique avec des différences importantes entre les pays importateurs et exportateurs de pétrole. Pour déterminer l'impact des variations de l'offre de pétrole sur l'économie mondiale, il est crucial d'établir des hypothèses sur leur ampleur et leur persistance probables. Plus ces variations ne persistent, plus les consommateurs et les entreprises ajusteront leur consommation et leur production²¹.

Étant donné l'incertitude considérable qui entoure l'impact d'une baisse des prix sur l'offre future

²¹Rabah Arezki et d'Olivier Blanchard (2014), «Sept questions sur la chute récente des cours du pétrole», daté du 22 décembre 2014 et disponible à l'adresse .

<http://www.imf.org/external/french/np/blog/2014/122214f.htm>.

de pétrole, Arezki et Blanchard (2014) examinent deux scénarios qui comportent des hypothèses différentes en ce qui concerne la variation du prix du pétrole attribuable à l'offre. Dans le premier scénario, 60 % de la baisse du prix du pétrole des PEM jusqu'à 2019 par rapport au prix utilisé dans l'édition d'octobre 2014 des PEM s'expliquent par les variations de l'offre (en d'autres termes, le scénario suppose une baisse des prix du pétrole de 22 % en 2014 et de 13 % en 2019). Dans le second scénario, la variation de l'offre explique 60 % de la baisse des prix initialement, mais sa contribution baisse progressivement jusqu'à devenir nulle en 2019 en raison de la réaction de l'offre à la baisse des prix. Dans le premier scénario, la variation de l'offre relève le PIB mondial de 0,7 et de 0,8 %, respectivement, en 2015–16. Dans le second scénario, la même variation initiale de l'offre implique une augmentation du PIB mondial de 0,3 % en 2015 et de 0,4 % en 2016 par rapport aux prévisions reposant sur la trajectoire des prix du pétrole utilisée dans l'édition d'octobre dernier des PEM.

Ces effets à l'échelle mondiale de la baisse des prix du pétrole masquent des effets asymétriques selon les pays. Les pays importateurs de pétrole profiteront de la hausse des revenus réels des consommateurs et de la baisse des coûts de production des produits finis. Dans les pays importateurs, l'intensité pétrolière de la consommation et de la production varie, mais les simulations utilisées dans l'analyse des scénarios donnent des augmentations du PIB se situant entre 0,4 et 0,7 % en 2015 en Chine et entre 0,2 et 0,5 % aux États-Unis. Pour de nombreux pays importateurs de pétrole, l'impulsion qui résulte de la baisse des prix du pétrole, même si elle est considérable, est quelque peu modérée par la dépréciation récente de la monnaie par rapport au dollar américain, qui implique une baisse plus faible du prix du pétrole en monnaie nationale. Dans les pays exportateurs de pétrole, les revenus réels et les bénéfices diminuent de manière générale. Cependant, il reste à savoir si les pouvoirs publics, auxquels reviennent généralement la majeure partie des recettes pétrolières nettes, ajusteront leurs dépenses. Dans les pays disposant d'amortisseurs, l'ajustement des dépenses peut être progressif, ce qui limiterait l'impact négatif sur les revenus et l'activité. Mais l'évolution récente en Russie illustre le risque d'un impact plus marqué dans les pays exportateurs où la politique macroéconomique n'a pas les moyens d'atténuer l'impact négatif sur la croissance²².

²² Rabah Arezki et d'Olivier Blanchard (2014), «Sept questions sur la chute récente des cours du pétrole», daté du 22 décembre 2014 et disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/french/np/blog/2014/122214f.htm>.

Section 03 : le syndrome hollandais

3.1) La notion de Dutch Disease.²³

L'expression «Dutch disease» ou «syndrome hollandais » est apparue au cours des années 70 et fait référence aux difficultés rencontrées par l'économie hollandaise suite à la mise en exploitation, dans les années 60, de nouvelles réserves de gaz naturel.

Après la hausse des prix du pétrole du début des années 70, l'économie hollandaise s'est en effet trouvée confrontée à un phénomène étrange : une baisse du niveau d'activité du secteur manufacturier et une chute de l'investissement privé, conséquemment à la baisse des profits.

Cependant, sur le plan extérieur, le pays enregistre de bonnes performances .Ce contraste entre, d'une part, une conjoncture économique interne plutôt récessionniste et, d'autre part, des comptes extérieurs excédentaires, est révélateur des symptômes de ce que la revue anglaise « The economist » appela « Dutch Disease ».

Les nouvelles hausses des prix du pétrole survenues en 1979-1980 allaient permettre un nouveau regain d'intérêt pour le phénomène du syndrome hollandais. Plusieurs modèles ont été élaborés à partir des années 80. Ils ont pour but d'expliquer les effets pervers survenus dans l'économie de certains pays en développement ayant bénéficié de la hausse des prix du pétrole

La multiplication des travaux relatifs à l'analyse de l'impact des « chocs exogènes positifs» sur les pays en voie de développement a amené une généralisation du concept de Dutch disease. Désormais, celui-ci ne résulte plus seulement de l'exportation du pétrole, mais peut également résulter de l'exportation d'autres produits de base : cuivre, cacao, café, ... etc. ou d'importants flux de capitaux. Dans le cas particulier des produits de base, le mal peut survenir en raison d'un accroissement majeur des prix, d'un progrès technique qui réduit considérablement le coût de production d'un produit d'exportation donné ou d'une découverte de ressources importantes. Dans ce cas, le phénomène du Dutch disease devient plus général et plus complexe. Il désigne alors l'ensemble des effets néfastes créés dans une économie par l'expansion du secteur qui produit la ressource naturelle exportée. Il se traduit par de brusques modifications dans l'attribution des ressources, avec une contraction des secteurs produisant des biens échangeables et une expansion des secteurs produisant des biens non échangeables. Les mouvements des prix relatifs seraient au centre de ces distorsions sectorielles.

²³ Bella Samir. Dutch disease et désindustrialisation en Algérie une approche critique..revue du chercheur ,2013, p1.

3.2) Les causes du syndrome hollandais ²⁴

La maladie hollandaise se manifeste lors d'une rentrée massive de devise étrangère résultant de plusieurs éléments, qui sont principalement :

✓ **L'expansion du secteur des ressources naturelles :**

Cet afflux de devises est du principalement aux deux booms pétroliers en 1973 et en 1979 mais aussi à des chocs d'offres à la suite de nouvelles découvertes et à l'exploitation de nouveaux puits de pétrole.

✓ **L'aide étrangère aux pays en développement :**

il existe certaines similitudes entre l'accroissement des revenus provoquent de l'exploitation des ressources naturels et des flux d'aides internationales, chacun amène une augmentation temporaire de devise étrangère disponible tout en utilisant une quantité limitée de production.

✓ **L'afflux massif d'investissement direct étrangers**

Dans le cas d'un pays en voie de développement avec une économie dite « Price taker », un afflux de capitaux étrangers se traduit par une appréciation ou dépréciation de la monnaie locale.

3.3) Les effets du syndrome hollandais

Selon la théorie d syndrome hollandais, un boom pétrolier et une augmentation des recettes pétrolières entraînent deux principaux effets sur les économies des pays exportateurs du pétrole, à savoir :

✓ **L'effet dépense**

Cet effet est lié à l'utilisation des revenus, il analyse l'impact macroéconomique de L'augmentation des revenus engendrés par tout choc externe. Cependant ; un boom sectoriel implique une augmentation initiale de la production dans le secteur échangeable. A la suite du boom, l'excédent de la balance des paiements peut être assimilé à un accroissement du revenu global. si tout le revenu est dépensé, et si les biens du secteur non échangeable satisfaisant la demande des consommateurs, cet accroissement de revenu se traduit par une hausse de la demande de ces biens .face à une situation d'excès de la demande sur l'offre il y aura,

²⁴ Karima Fedila, « l'impacte des fluctuations du prix du pétrole sur la conduite de la politique monétaire en algérien », université de Bejaia, 2013, p91.

indépendamment de toutes réallocations des ressources une hausse de prix intérieurs des biens non échangeables. Par conséquent il y a une appréciation de la monnaie nationale qui entraîne une croissance de la production des biens non échangeables et une contraction de la production des biens échangeables.

✓ **L'effet mouvement (réallocation des ressources)**

Cet effet est concerné par le déplacement des facteurs mobile (en l'occurrence le travail), vers le secteur hydrocarbure poussant les salaires à la hausse et provoquant la contraction des autres secteurs. Cet effet apparaît lorsque surgit un boom sectoriel, ensuite, il exercera des effets sur les ressources et plus précisément sur la mobilité du travail, il y aura alors un accroissement de la demande de travail dans le secteur minier et dans le secteur des biens non échangeables.²⁵ Il en résulte un manque de main-d'œuvre dans le secteur hors hydrocarbure qui voit par conséquent sa production baisser²⁶

En raison de son importance, le secteur des hydrocarbures finit par éliminer les autres activités de production, en effet de niveau du PIB hors hydrocarbure par habitant est très faible, avec un taux de croissance négatif pour la plupart des pays exportateurs de pétrole. la disparition des secteurs manufacturier et agricole a de lourdes conséquences sur l'économie et affecte directement le niveau de l'investissement, de l'épargne et du taux de croissance.

3.4) Les indicateurs du syndrome hollandais :

Dans la théorie du syndrome hollandais : Cinq paramètres sont à considérer pour comprendre l'évolution de chaque secteur productif :

- l'évolution du taux de change nominal et réel ;
- l'évolution de croissance de la valeur ajoutée ;
- l'évolution de croissance de l'emploi ;
- l'évolution de croissance des salaires ;
- l'évolution de croissance des déflateurs (indices des prix).

Le flux de devises, contrepartie de la nouvelle richesse générée par la vente de pétrole provoque une hausse du taux de change réel qui va avoir pour effet de rendre les biens échangeables importés meilleur marché par rapport à la production locale.

²⁶ Hamadache Hillel, « rente pétrolière et évolution du secteur agricole en Algérie : syndrome hollandais et échangeabilité » thèse de master, institut agronomique méditerranéen de Montpellier, 2010, p17.

Le différentiel de la croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi entre les différents secteurs déterminera l'évolution du poids relatif de chacun dans l'économie, si la part de la valeur ajoutée d'un secteur diminue dans le PIB et que la part de l'emploi dans ce secteur diminue par rapport à l'emploi total ; donc le poids relatif de ce secteur dans l'économie diminue.²⁷

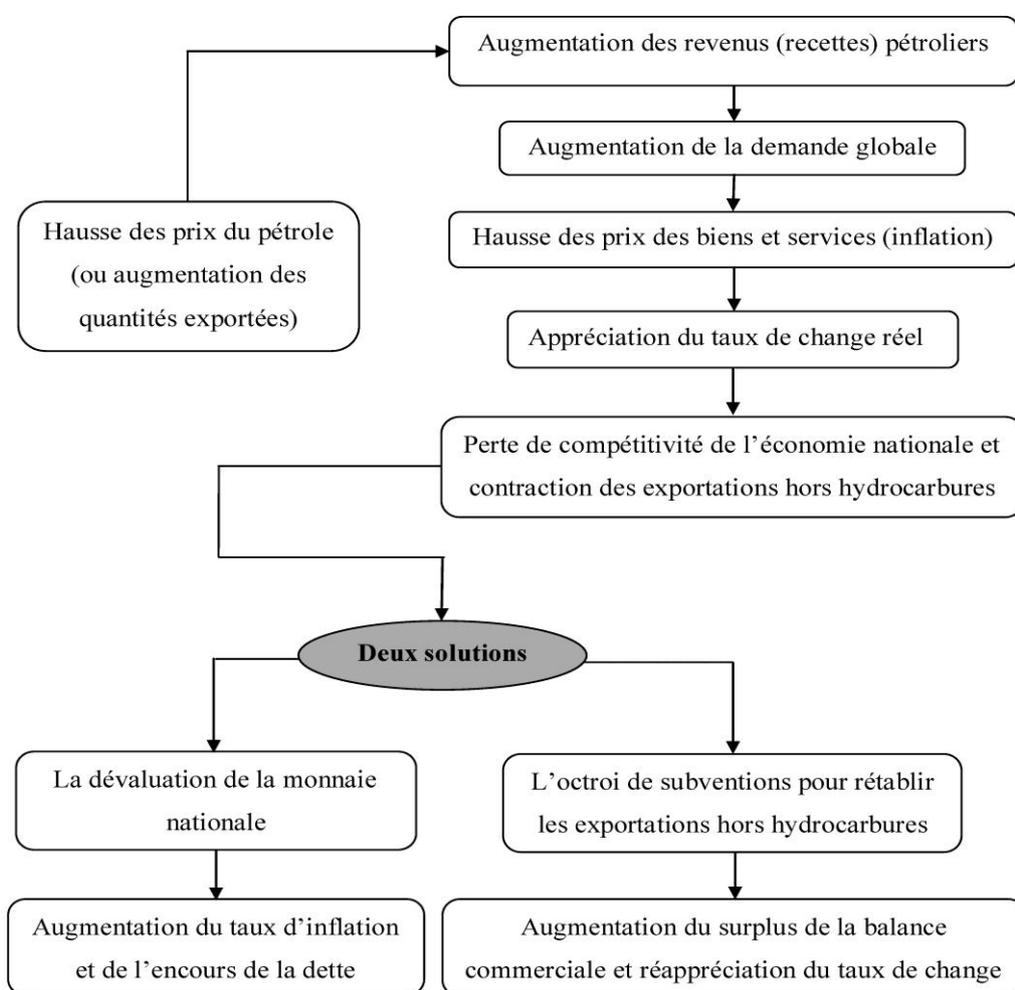
L'évolution de l'indice des prix dans un secteur donné nous permettra de comprendre comment la production a réagi à l'effet de dépense, cet effet augmente le revenu global de la population ce qui provoque l'augmentation de la demande, alors on attend à voir une hausse des prix dans certains secteurs où la demande est forte comparés à d'autres.

L'évolution des prix rapportée à l'évolution des salaires nominaux déterminera l'évolution du salaire réel propre au secteur, en effet : les salaires les plus élevés seront propres aux secteurs où la hausse des prix est la plus forte.

L'évolution des salaires réels interviendra à son tour dans l'évolution de l'emploi ; l'augmentation de l'emploi sera plus importante dans les secteurs offrant les plus hauts niveaux du salaire.

²⁷ Talahite Fatiha, « réformes et transformations économiques en Algérie », rapport en vue de l'obtention du diplôme : habilitation à diriger des recherches, université paris 13-nord, 2010, p67

Figure N5 : La manifestation d'un syndrome hollandais.



Source : Houa Kahina, L'impacte des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économique , université de tizi- ouzou, le 26juin2012, p75.

Conclusion

Le marché pétrolier international occupe une place primordiale dans l'ensemble des marchés mondiaux des matières premières. Le pétrole est indispensable dans le processus de production des biens et services. ce marché pétrolier a connu trois principaux chocs et contre chocs qui ont affecté les économies des pays importateurs et exportateurs .on a le première boom pétrolier de 1973-1974, le second boom pétrolier de 1979-1980 et le derniers boom pétrolier en 2008.

L'impact de ces chocs sur les pays importateurs réside dans l'inflation et la récession économique. Pour les pays exportateurs le contre chocs pétrolier rend ces pays vulnérables par apport aux chocs externe notamment la dégradation de leurs balances commerciales.

Chapitre III

Introduction

Le pétrole est la première source d'énergie dans le monde. Les grands pays producteurs disposent de recettes telles que leurs gouvernements ont souvent un excédent public à placer, qui leur donne un poids financier important. Les fluctuations du prix du pétrole ont un impact direct sur le budget des ménages, donc sur la consommation dans les pays développés. Elles influent aussi, en proportion variable, sur le prix de tous les biens et services, car tous sont produits en utilisant du pétrole, matière première ou source d'énergie.

Dans ce présent chapitre, nous présentons un aperçu sur l'Algérie, la Norvège, Nigeria, le Koweït et l'Arabie saoudite leurs secteurs pétroliers et leur situation économique.

Section 01 : L'Algérie

1.1) Présentation de secteur pétrolier en Algérie

L'Algérie est un pays membre de l'organisation des pays exportateurs de pétrole et du forum des pays exportateurs de gaz, elle est le 3^e producteur de pétrole en Afrique derrière le Nigeria et l'Angola et le 11^e exportateur de pétrole à l'échelle mondiale¹. Elle occupe la 15^e place mondiale en matière de réserve pétrolières (45 milliards de tonnes en équivalent pétrole pour les réserves prouvée en pétrole). et 18^e producteur mondiale de pétrole².

La Sonatrach est le groupement pétrolier algérien chargé de la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures. Elle a été classée 1^{re} société en Afrique et 12^e plus grand groupe pétrolier au monde.

1.2) La situation économique en Algérie³

La structure de l'économie algérienne est basée sur les rentes de pétrole et de gaz. L'Algérie est le quatrième pays producteur de gaz et le dixième producteur de pétrole dans le monde. Cependant l'économie algérienne reste restreinte dans sa diversification, chose qui explique l'importation de tous les produits industriels et de consommation. Le secteur privé est en train de s'affirmer lentement quant à sa contribution dans l'économie nationale. L'augmentation notable des prix de pétrole permet à l'Algérie d'afficher depuis quelques années, des taux de croissance très favorables du Produit Intérieur Brut, d'une moyenne de 3,5%. Après une réelle augmentation du taux du Produit Intérieur Brut à l'ordre de 3,3% en 2010, ce devrait atteindre

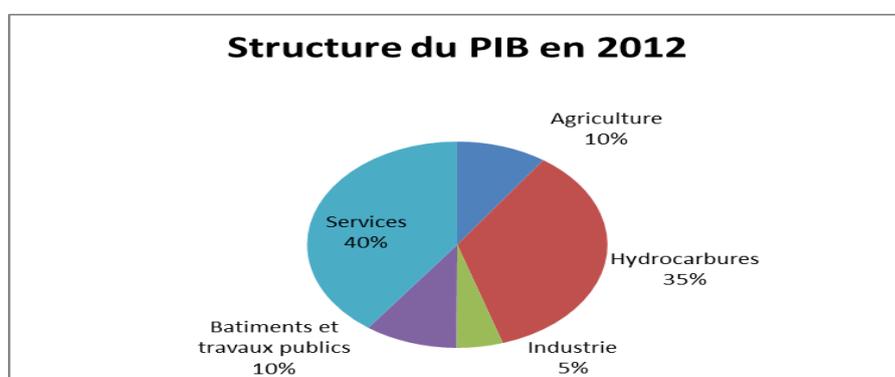
¹ Classement des pays producteurs et exportateurs de pétrole, Les fonds souverains,

² Investir en Algérie, Ambassade de l'Algérie en France, Consulté le 2/03/2015

³ L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé], Par Kassim Bouhou, politique étrangère consulté le 8/03/2015

3,6% en 2011. Le bilan algérien de commerce extérieur a fait état d'un excédent de 5,8 mrd de dollars en 2009. Les réserves de change de l'année 2010 ont atteint près de 160 mrd de dollars. L'économie algérienne est basée essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures. Le pétrole est la ressource quasi unique du pays. Il constitue la principale source de revenu (98% du total des exportations algériennes). Durant la dernière décennie, les recettes des hydrocarbures ont permis de financer les différents programmes de relance économique et de réduire considérablement la dette extérieure du pays. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) demeure fortement influencé par le comportement de la production dans le secteur des hydrocarbures, compte tenu du poids de ce secteur dans la formation du Pib.

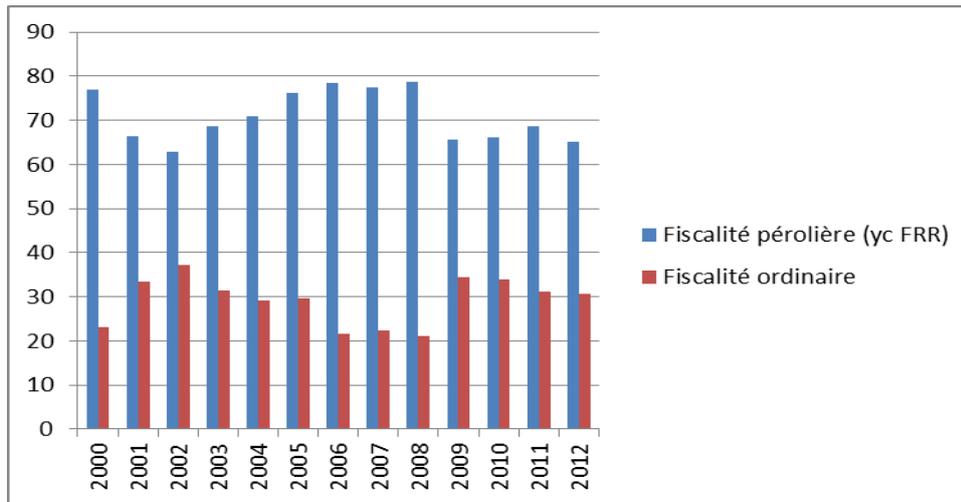
Figure n° 6 : La structure du PIB en 2012



Source : Oukaci k, soufi N, « impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne », évaluation a l'aide d'une modèle d'équilibre générale calculable. Université Sétif (1), 07 et 08 avril 2015

Aussi, les revenus tirés des hydrocarbures contribuent considérablement au budget de l'Etat à travers la fiscalité pétrolière. Ainsi au cours de la dernière décennie où les prix du pétrole ont enregistré des augmentations importantes (97 et 110 Dollars en moyenne en 2008 et 2012 respectivement), la contribution de la fiscalité pétrolière au budget de l'Etat dépasse les 60% (voir figure 2).⁴

⁴ Okaci k, soufi N, « impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne », évaluation a l'aide d'une modèle d'équilibre générale calculable. Université Sétif (1), 07 et 08 avril 2015

Figure n° 7: La contribution de la fiscalité pétrolière au budget de l'Etat

Source : Oukaci k, soufi N, « impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne », évaluation à l'aide d'une modèle d'équilibre générale calculable. Université Sétif (1), 07 et 08 avril 2015

Dans un contexte de stabilité politique, l'Algérie continue de présenter des résultats économiques solides. Ainsi, en 2013, le taux de croissance s'est établi à 3 % contre 3.3 % en 2012, tiré par la demande privée et les investissements des entreprises publiques, ce qui a permis de compenser un recul des exportations, notamment d'hydrocarbures, et des dépenses publiques. Par ailleurs, après une stabilité autour de 10 %, entre 2010 et 2012, le chômage, à septembre 2013, a baissé à 9.8 %.

L'inflation a été contenue à 3.3 % en 2013, ce qui représente une baisse notable par rapport aux 8.9 % enregistrés en 2012. Cette décélération de l'inflation, qui ramène la dynamique des prix à son niveau d'avant 2012, est le résultat conjugué d'une politique monétaire prudente, de la consolidation budgétaire mais aussi des actions des pouvoirs publics destinées à maîtriser et à améliorer les circuits de distribution des biens de grande consommation.

Même si elle reste solide, la position extérieure de l'Algérie a commencé à présenter des signes d'essoufflement au cours de l'année 2013. L'excédent de la balance courante s'est ainsi contracté à 1.2 % du PIB (contre 5.9 % du PIB en 2012), sous le double effet d'une baisse des exportations et d'une hausse des importations. Toutefois, les réserves extérieures de change restent toujours confortables (196 milliards USD à fin 2013, soit plus de 3 ans

d'importations) et l'endettement extérieur faible (3.2 milliards USD à fin 2013, soit 1.5 % du PIB).⁵

Tableau n°02 : Les indicateurs économiques de l'Algérie

Indicateurs de croissance	2011	2012	2013	2014
PIB (milliards USD)	199.39	207,80	212.45	227.80
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2.8	3.3	2.8	3.8
PIB par habitant (USD)	5.430.57	5.542.12	5.00	5.886.37
Taux d'inflation (%)	4.5	8,9	3,3	3.2
Balance des transactions courantes(milliards USD)	19.80	12,29	0.76	-6.81
Balance des transactions courantes(en % du PIB)	9.9	5.9	0.4	-3.0

Source: FMI - World Economic Outlook Database

Selon l'institut mondial des fonds souverains (SWF) institué⁶, il est classé parmi les 15 premiers fonds souverain à travers le monde, en effet sur les 67 fonds souverains recensés par cet institut à travers le monde, le FRR de l'Algérie est au 14ème rang avec un montant équivalent de 77.2 milliard de dollars. Au niveau africain, l'Algérie occupe la tête du classement, suivie de voisin libyen (17e place mondiale) avec un fond souverain de 65 milliard de dollars,

Il est considéré comme un fond de stabilisation, qui protège le budget de l'état contre les variations à court terme des recettes liées aux mouvements importants des prix

⁵ Oukaci K, Soufi N, « impacte de la baisse du pétrole sur l'économie algérienne » : évaluation à l'aide d'un modèle d'équilibre générale calculable. Université de Sétif (1), le 07 et le 08 avril

⁶ <http://www.swfinstitut.org/>

des matières premières et des taux de change, ce qui permettra de mener à terme les programmes de développement engagés, plus explicitement le FRR sert à :

- La compensation des moins value de la fiscalité pétrolières résultant d'un niveau de recette inférieur aux prévisions de lois de finances⁷ ;
- Entretenir le stock de la dette publique
- Lisser le profil des dépenses publiques à long terme

Section 02 : La Norvège

La Norvège est un pays richement doté en ressources naturelles (pétrole, hydroélectricité, ressources halieutiques, forêts et minéraux). L'économie a continué de progresser ces dernières années, mais sa capacité à générer une croissance à long terme et à se préparer au déclin futur des réserves pétrolières dépend désormais du maintien des gains de productivité reposant sur l'innovation.

2-1) Présentation du secteur pétrolier en Norvège :

L'aventure norvégienne du pétrole a commencé en 1969 avec la découverte du grand gisement pétrolier d'Ekofisk en Mer du Nord, et depuis cette date elle a vu son économie croître en moyenne de 3 % par an en termes réels. En 2009, le secteur pétrolier représentait 20 % du PIB et 46 % des recettes d'exportation.

Aujourd'hui, l'industrie pétrolière est la première industrie de la Norvège. En 2012, le secteur représentait 23 % de la création de valeurs dans le pays et ses recettes ont rapporté environ 48 milliards d'euros à l'État, soit 30 % de ses recettes totales. En 2012, la Norvège était le 3^{ème} exportateur du gaz mondiale et le 7^{ème} exportateur de pétrole;

La Norvège a été le premier pays à appliquer certaines politiques environnementales parmi les plus ambitieuses au monde. Celles-ci s'inscrivent dans un cadre d'action en faveur du développement durable qui vise à stock de capital national au fil des générations et à œuvrer au niveau international pour le développement durable et contre la pauvreté.

2.2) Situation économique

La Norvège constitue le meilleur exemple d'une utilisation intelligente des ressources naturelle conjuguée d'une politique monétaire efficace.⁸

⁸ <http://www.oecd.org/fr/norvege/etude-economique-norvege.htm> . consulté le 05/04/2015

Depuis plusieurs années, l'économie norvégienne fait preuve d'un grand dynamisme. Elle a été relativement épargnée par la crise internationale (chute de 1,5% du PIB en 2009).

Relativement épargnée par la crise mondiale de 2008-2009, la Norvège a connu une croissance du PIB continental proche de + 3 % par an entre 2011 et 2015 avec une économie continentale tirée par la consommation privée et l'investissement. Ces deux derniers représentent respectivement 40 et 20% du PIB. La consommation privée a bénéficié d'un pouvoir d'achat élevé et d'augmentation salariale de 3 à 4,5% depuis trois ans. Malgré la crise mondiale, le chômage est inférieur à 4 % depuis 2006 en Norvège. Il se situe fin décembre 2013 à 3,3 % selon l'office des statistiques, alors que la population active connaît une hausse continue sous l'effet conjugué d'une bonne natalité et d'une immigration forte. Les secteurs dynamiques de l'industrie et des services sont capables d'absorber les suppressions d'emplois des secteurs en difficulté (industries traditionnelles, filière bois et papier...). Le pays dégage, grâce essentiellement à la rente pétrolière, de confortables surplus dans ses comptes courants (14% du PIB en 2014) et un budget en excédents de plus de 10% du PIB. Loin de se contenter de cette rente, les différents gouvernements ont su mettre en œuvre des réformes permettant de contrôler les dépenses publiques. C'est le cas pour les retraites dont la dernière réforme est entrée en vigueur le 1er janvier 2011. La situation économique de la Norvège reste à bien des égards très favorable et repose sur des bases saines. Le ralentissement du marché immobilier, voire la baisse, s'il continue à s'opérer de manière progressive est sans doute à terme un élément favorable pour l'équilibre global de l'économie norvégienne. Avec la chute récente du prix du baril, 2015 devrait simplement marquer la fin d'une insularité économique norvégienne en Europe⁹.

Cependant, la chute du prix du baril, survenue à la surprise générale fin 2014, frappe la Norvège de plein fouet et oblige son industrie pétrolière à se restructurer, avec pour objectif clair de réduire les coûts trop élevés qui nuisent à la compétitivité des entreprises norvégiennes face à leurs concurrents asiatiques notamment. Les investissements dans le secteur ont été revus à la baisse pour 2015 après le pic historique à 27,3 milliards d'€ en 2014. Les coupes budgétaires se font dans toutes les divisions des entreprises, et sous toutes les formes : pression sur les fournisseurs, licenciements, mise en standby du développement des champs les plus coûteux, pause dans les programmes d'investissements liés aux projets subsea

⁹ Chambre de commerce franco-Norvégienne ccfn@ccfn.no www.ccfno.no

ou à l'exploitation des zones arctiques, etc. Les entreprises pétrolières norvégiennes regardent maintenant à la dépense et coupent chaque poste de dépense qui n'est pas considéré comme crucial. Si l'on peut voir ceci comme une opportunité pour des sous-traitants français pouvant proposer des services ou des produits à des prix plus compétitifs que leurs concurrents norvégiens ou internationaux, on constate depuis le mois de mars 2015 et les récentes annonces de report de gros projets que les ¹⁰entreprises sont beaucoup moins faciles d'approche qu'auparavant pour des fournisseurs étrangers, et beaucoup plus prudentes, voire frileuses dans l'étude de nouvelles technologies. 2015 semble être une année de purge après de nombreuses années d'euphories mais si le baril remonte dans une tranche de 70-80 USD comme le prévoient de nombreux analystes les investissements devraient repartir en 2016 car les réserves et projets sont réels. L'industrie pétrolière norvégienne profite également de la conjoncture actuelle pour dégraisser, se restructurer et être en mesure de faire face à une forte concurrence internationale. Parmi les projets à l'horizon figure le développement du gigantesque champ de Johan Sverdrup, découverte majeure de ces 30 dernières années dont la mise en production est prévue pour 2019. Ainsi, si les fournisseurs ou prestataires de services ne doivent pas s'attendre à des contrats signés dans un futur proche, il est judicieux de se faire connaître pendant cette période de creux, afin d'être dans les bases de données de leurs cibles lorsque l'activité reprendra sur ces fondations renouvelées.

L'économie de la Norvège ¹¹se porte bien, et son fonds souverain aussi. Et ce en ayant sous sa gestion une cagnotte de 644.343 milliards US et investissant dans plus de 8200 entreprises réparties dans 82 pays et 44 devises à gérer.

Le fonds norvégien suit un mode de gestion classique, qui vise à investir dans un nombre d'actifs financiers définis et à comparer sa performance à un portefeuille de référence.

Il vise ¹²à tirer le meilleur parti de ses deux caractéristiques, son approche à long terme et sa taille considérable, à générer des rendements et de préserver la richesse pour les générations futures.

La capitalisation du fonds souverain, auquel est versée la quasi-totalité des revenus, des hydrocarbures norvégiens a atteint 610 Mds€ en janvier 2014. Il s'agit d'un enjeu considérable pour l'économie norvégienne et d'un partenaire important pour la France, qui

¹⁰ Chambre de Commerce Franco-Norvégienne ccfn@ccfn.no - www.ccfn.no

¹¹ OUKACI ALI , les fonds souverains , université abderahmane mira de bejaia, 2014 ;p113

¹² Ibid ; p113

occupe la 4ème place dans le portefeuille d'actions du fonds (6% en valeur), bien que sa part soit en déclin au profit des pays émergents. L'objectif de diversification des placements du fonds reste fixé à 60% d'actions, 35-40% d'obligations et 5% d'immobilier, avec une réduction de la part de l'Europe de 50 à 40%. Le fonds s'est désengagé quasi-intégralement de la Grèce et du Portugal depuis 2009, et a vendu en 2011 la moitié de ses obligations espagnoles et italiennes. Son volume (1,2% de la capitalisation mondiale) en fait un prescripteur incontournable sur les marchés. Les autorités norvégiennes rappellent régulièrement, notamment concernant les investissements dans la zone euro, que le seul critère d'investissement est le rendement à long terme, sans considération politique. Un prélèvement de 2,9% de sa valeur, ce qui reste inférieur à son rendement réel de long terme et à la limite de la règle des 4% autorisée, a permis de combler le déficit budgétaire en 2014. Le Fonds a réalisé en 2012 la deuxième meilleure performance de son histoire avec un rendement de 13,4%. Deux propositions de réforme touchant le fonds sont actuellement discutées : la suppression du comité d'éthique surveillant les investissements du fonds et le transfert de ses compétences à la Banque centrale ainsi que le doublement des investissements dans les énergies renouvelables de 3,8 à 7,6 Mds€.

Les perspectives économiques pour 2014 laissent toutefois entrevoir quelques vulnérabilités à cause du ralentissement du marché immobilier et de ses effets sur la consommation des ménages qui pourrait marquer une diminution à +1.7% en 2014, alors que la dette des ménages continue de croître de 7% par an. La Norvège est un pays riche, qui possède le second PNB par habitant du monde. Le pays détient aussi la première place de l'index de développement humain du PNUD. Contrairement aux craintes initiales, le chômage a été contenu pendant la crise et s'est stabilisé à un faible niveau (3,3% de la population active), mais le pays affiche un taux élevé de personnes retirées du marché du travail (environ 8%) suite à une invalidité ou un congé maladie de longue durée.

Tableau n°03 : Les indicateurs économiques de la Norvège

Indicateurs de croissance	2011	2012	2013	2014
PIB (milliards USD)	490,81	500,03	512,58e	511,60e
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	1,3	2,9	0,6 ^e	1,8e
PIB par habitant (USD)	98.694	99.249	100	99.295
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-4,8	-5,2	-5,4	-6,1
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	29,0	29,5	29,5	29,5
Taux d'inflation (%)	1,3	0,7	2,1 ^e	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	66,45	72,61	57,39	54,43
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	13,5	14,5	11,2	10,6

Source : FMI - World Economic Outlook Database - dernières données disponibles.

L'économie de la Norvège repose essentiellement sur l'exploitation de ses ressources naturelles et énergétiques (pétrole, gaz, énergie hydraulique, forêts et minéraux). La production pétrolière domine l'économie, elle compte pour près d'un quart du PNB. La Norvège est aussi un producteur et un exportateur majeur de gaz naturel. Il existe un consensus au sein de la classe politique pour économiser les revenus du pétrole et du gaz pour

les générations futures, si bien que la Norvège possède l'un des plus grands fonds souverain du monde.

Section 03 : Nigeria

Le Nigéria est, depuis quelques années, le plus grand producteur de pétrole d'Afrique. Sa production a connu un dynamisme particulier, qui lui permet, aujourd'hui, de figurer au rang des plus grands producteurs au monde.¹³ Ses réserves sont estimées à un peu plus de trente milliards de barils tandis que sa production journalière au second trimestre 2012 est de 2,3 millions de barils.

3.1) Présentation du secteur pétrolier en Nigéria :

Les premières découvertes de pétrole remontent à 1975, mais c'est surtout au début des années 1990 que l'exploration pétrolière a connu un nouvel essor, grâce à la mise en œuvre d'un vaste programme d'interprétation des données géologiques et géophysiques¹⁴. Le pays figure parmi les États producteurs de pétrole depuis septembre 2011. Quatre bassins sédimentaires couvrent 90 % du territoire national mais seulement 4 sur 34 blocs cadastrés font l'objet de licences, le reste étant ouvert aux investisseurs

Le Nigeria est fortement¹⁵ tributaire du secteur pétrolier, qui est actuellement sa principale source de recettes en devises et de croissance, bien que la contribution des secteurs non pétroliers à la croissance se soit accrue ces dernières années. Entre 1980 et 2014, les recettes pétrolières constituaient en moyenne 76% des recettes du gouvernement fédéral. Les exportations du Nigeria sont très peu diversifiées, le pétrole représentant en moyenne 97% des exportations au cours de la même période. Néanmoins, des efforts sont déployés pour resserrer les liens entre le secteur pétrolier et les autres secteurs de l'économie, avec toutefois un succès modéré. L'exploration pétrolière et la commercialisation et la distribution des produits pétroliers sont aux mains d'entreprises multinationales et locales. Les entreprises étrangères, qui disposent d'une technologie plus avancée, dominent le secteur de la

¹³ Ian Garry et Terry Lynn Karl, *Le fond du baril. Boom pétrolier et pauvreté en Afrique*, catholic relief services, Juin 2003, p.25.

¹⁴ « Ressources pétrolières au Niger : un potentiel inestimable », Office national d'Édition et de Presse, 19 juillet 2013.

prospection et de l'exploration pétrolière. Shell, qui a obtenu en 1938 des permis d'exploration dans le pays, produit environ 43% du pétrole brut du Nigeria. Pour encourager la participation des entreprises locales, le gouvernement et les compagnies pétrolières ont mis en place des programmes de formation visant à développer la technologie locale et à améliorer les compétences de la main-d'œuvre. Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) gère les intérêts du gouvernement dans la production de pétrole du pays. Les stratégies politiques nationales reconnaissent l'importance des liens entre le secteur pétrolier et le reste de l'économie. Dans le passé, des efforts ont été déployés pour établir de tels liens : des mesures ont été prises pour créer des entreprises locales, renforcer les capacités humaines et engager des activités de développement dans la région pétrolifère du delta du Niger. En 2010, la Loi sur le contenu local a été adoptée afin de faciliter la valorisation locale, renforcer les capacités locales et améliorer les liens entre l'industrie pétrolière et gazière et les autres secteurs de l'économie nigériane. Les résultats des efforts du gouvernement visant à accroître le contenu local sont mitigés. La faible performance a été attribuée à l'absence de législation, au manque de capacités de suivi et de supervision de la NNPC, à sa capacité limitée de procéder à des activités indépendantes d'exploration et de production, et à un sentiment de mécontentement dans la région du Delta du Niger.

3.3) Situation économique :

Le Nigeria est un grand producteur pétrolier qui produit du pétrole (faiblement soufré, le Bonny light est le pétrole de meilleure qualité au monde, meilleure cotation que le Brent ou que le WTI) depuis 1964 (trois ans avant la guerre du Biafra, première « guerre pétrolière »)¹⁶.

Première économie d'Afrique depuis 2014 et sixième exportateur pétrolier au monde, la croissance du PIB aura été en 2013 de +6,2% et elle est estimée à 7,4% pour 2014. L'industrie pétrolière (près de 40% du PIB) a grandement profité du cours élevé du pétrole. Cependant, le pays doit procéder à de nouveaux investissements pour enrayer le déclin de sa production¹⁷. Les secteurs du BTP et du commerce sont également des piliers économiques. L'essor de la

¹⁶ http://www.tresor.economie.gouv.fr/11246_le-secteur-petrolier-et-gazier-au-nigeria

¹⁷ « Ressources pétrolières au Niger : un potentiel inestimable », Office national d'Édition et de Presse, 19 juillet 2013.

consommation privée permet aux secteurs des télécommunications et de l'hôtellerie d'être également dynamiques. Enfin, le Nigéria dispose d'un important secteur agricole (manioc, cacao, gingembre, noix de cajou), qui emploie plus de 40% de la population active et compte pour plus du tiers du PIB, même s'il est insuffisamment exploité. Le Nigéria¹⁸ abrite 2,25 % des réserves pétrolières mondiales (soit 37,2 Mds de barils) qui devraient assurer 35 années d'exploitation au rythme actuel. Il produisait encore 2,1 M de barils jour à la fin 2014 et n'atteignait pas son quota de production de l'OPEP de 2,3 M b/j. Mais si l'industrie pétrolière y sous-investit c'est que le cadre sectoriel de l'investissement y devient moins attractif pour les Majors qui reportent leurs investissements ou quittent le pays.

Le pays affiche des perspectives de croissance économique vigoureuse, malgré des risques de fléchissement. Leur concrétisation suppose toutefois une consolidation de la croissance de l'économie mondiale, de bonnes récoltes, le succès du Programme de transformation agricole et de la réforme du secteur de l'électricité, cette dernière devant permettre d'accroître la production et d'améliorer la distribution. L'amélioration de la croissance passe aussi par de profondes réformes économiques et structurelles. Cependant, le changement de la base de calcul du PIB du pays pourrait faire diminuer les chiffres de la croissance, et signaler un ralentissement des progrès vers une économie à l'assise élargie¹⁹

La croissance de l'économie nigériane est suspendue à l'atonie de la reprise de l'économie mondiale, aux problèmes de sécurité dans le Nord-Est du pays, aux rivalités persistantes pour le contrôle des ressources dans le delta du Niger, et à la suspension possible des réformes en cours à l'approche des élections générales prévues en 2015. De plus, la contraction du secteur pétrolier continuera de peser sur la croissance tant qu'aucune solution durable ne remédiera aux vols de pétrole et à la faiblesse des investissements dans les activités d'exploration. En effet, le nouveau projet de loi sur le secteur des produits pétroliers (Petroleum Industry Bill) n'a toujours pas été adopté, maintenant l'incertitude régnant dans le secteur²⁰.

¹⁸ <http://www.champagne-ardenne-export.com/fr/marches/fiches-pays/nigeria/le-contexte-economique-et-politique>

¹⁹ ibid

²⁰ « Ressources pétrolières au Niger : un potentiel inestimable », Office national d'Édition et de Presse, 19 juillet 2013.

Le Nigeria doit s'attacher à rendre plus inclusive la croissance qu'il enregistre depuis une décennie. La pauvreté et le chômage restent des fléaux, du fait notamment que les bienfaits de la croissance économique ne se répercutent pas suffisamment sur les pauvres. Les autorités du pays en sont conscientes. C'est pourquoi les initiatives et le dialogue sur la politique publique donnent actuellement la priorité à la lutte contre la pauvreté, à la création massive d'emplois et à la protection des catégories les plus vulnérables et des travailleurs du vaste secteur informel. Le budget 2014 adopté sous forme de loi par l'Assemblée nationale privilégie ainsi la création d'emplois et une croissance plus inclusive.

L'intégration accrue des pauvres dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) est essentielle pour réduire la pauvreté. L'agriculture, une activité largement informelle, emploie environ 70 % de la main-d'œuvre du pays, dont une forte proportion de pauvres. L'ajout de valeur aux produits agricoles exportables créera davantage d'emplois via l'intégration en amont et en aval à d'autres secteurs de l'économie, étoffera les recettes d'exportation, améliorera le revenu des Nigériens pauvres et atténuera l'incidence de la pauvreté.

L'économie nigérienne est très peu diversifiée et dominée par le secteur pétrolier-gazier, lequel assure 15% du PIB du pays et 90% des recettes de change. Le pays produit également du charbon qui est destiné au marché domestique. L'autre secteur clé de l'économie nigérienne est l'agriculture, qui emploie plus de 70% de la main d'œuvre et aura généré plus du tiers du PIB nigérian en 2013 (35,2%). Elle est principalement centrée autour d'une agriculture de subsistance et pâtit d'un manque de modernisation. Le commerce de gros et de détail contribue à près du quart du PIB. Les télécommunications, dont la croissance est particulièrement dynamique, représentent environ 9% du PIB, et le secteur banque-assurance près de 4% du PIB. L'industrie est en réduction continue en part relative dans l'économie,²¹ du fait notamment d'un manque d'électricité (2,2% en 2013).²²

²¹ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/nigeria/le-contexte-economique>

²² *ibid*

Tableau n 04 : Les indicateurs économique au Nigeria

Indicateurs de croissance	2011	2012	2013	2014
PIB (milliards USD)	418,83	467,12	521,81	594,26
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,9	4,3	5,4	7,0
PIB par habitant (USD)	2.612	2.835	3	3.416
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	10,2	10,4	10,4	10,6
Taux d'inflation (%)	10,8	12,2	8,5	8,3
Balance des transactions courantes(milliards USD)	12,55	20,35	20,71	21,80
Balance des transactions courantes(en % du PIB)	3,0	4,4	4,0	3,7

Source: FMI - World Economic Outlook Database; CIA - The world factbook - dernières données disponibles.

Section 04 : Le Koweït

Le Koweït est devenu un État indépendant le 19 juin 1961. À peine six mois plus tard, il était le premier pays en développement à créer un fonds d'aide économique aux autres pays en développement²³t. Le Koweït occupe la 6ème place mondiale en réserve pétrolière et figure parmi les 10 premiers producteurs et exportateurs au monde.

4.1) La présentation du secteur pétrolier au Koweït

En Koweït Avec 100 milliards de barils de pétrole de réserve (soit 9% du total mondial, représentant 100 ans de production), l'ensemble de l'industrie du pays est basée sur l'exploitation du pétrole. Ce secteur représente plus de la moitié du PIB et plus de 90% des exportations. Le Koweït a d'ailleurs prévu d'investir plus de 87 milliards USD dans le secteur

²³ Organisation mondiale du commerce ,KOWEIT pétrole ,2014 .

d'ici 2030 (notamment pour la création d'une nouvelle raffinerie). L'industrie a représenté environ 50,6% du PIB en 2013 et employé 22% de la population active.

Le secteur non-pétrolier est dominé par les services, notamment immobiliers et financiers, qui ont relativement souffert de la crise. Le secteur représente 49,1% du PIB et emploie 77% de la population²⁴.

Le Koweït dépend beaucoup du commerce extérieur, la somme des exportations et importations représentant 91% du PIB en 2013. Le pays est particulièrement dépendant de ses importations de produits alimentaires, de biens de consommation (plus de 40% du total en 2013) et de produits intermédiaires (38% du total)²⁵. Les importations progressent à un rythme important en raison de la réalisation de grands projets et d'une demande de la consommation privée élevée. Représentant plus de 90% des recettes d'exportations du pays et près de 60% du PIB en 2013, le pétrole koweïtien (10% des réserves mondiales) est vendu majoritairement aux pays asiatiques. D'importantes réserves de gaz naturel non associé ont été découvertes dans le nord du pays. Leur exploitation, qui doit commencer à brève échéance, est destinée à couvrir les besoins de consommation locaux. Les principaux fournisseurs du Koweït en 2013 auront été les Etats-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite et le Japon. Les importations en provenance des autres pays du Golfe sont en nette augmentation depuis l'entrée en vigueur du Gulf Cooperation Council (GCC). Les principaux produits importés sont les véhicules automobiles, les produits agricoles et agroalimentaires, ainsi que les produits de l'industrie mécaniques, électriques et électroniques. Les exportations du Koweït ont quadruplé depuis 2002. L'exportation de pétrole et de produits miniers ont représenté 94,7% des exportations totales en 2013, le reste des exportations étant constitué de réexportations, notamment de machines et d'équipements de transport. Les principaux clients du Koweït sont les pays asiatiques, particulièrement la Corée du Sud, l'Inde, le Japon, les Etats-Unis et la Chine. La balance commerciale du Koweït est largement positive (plus de 45% en 2014) grâce aux prix élevés du pétrole. Cela devrait continuer dans cette direction en 2015 mais à un niveau plus faible depuis la chute des cours du pétrole.

4.2) Situation économique

Le Koweït est un pays riche, un état-providence financé par les recettes pétrolières (60% du PIB et 94% des revenus d'exportations en 2013) dont bénéficient les citoyens avec un revenu

²⁴ <http://www.lemoci.com/pays/koweit/#ancre11>

²⁵ Ibid

par tête élevé, de plus de 52.000 USD en 2013. Le Koweït tente de se placer comme la porte d'entrée pour les investisseurs souhaitant travailler dans la région. Le secteur public domine l'économie et concentre trois quarts des richesses du pays. En février 2010, un plan de développement des infrastructures sur 2010-2015 a été signé pour une valeur de 100 milliards USD, ce dernier ayant notamment pour but d'ouvrir l'économie du pays au secteur privé. Un nouveau plan de développement pour 2015-2019, se focalisant probablement sur des mégas projets.

Le pays doit sa prospérité aux forts prix du pétrole, lui ayant permis de créer l'un des plus large fonds souverain, - Kuwait Investment Authority – valant environ 550 milliards USD. La chute des prix depuis le deuxième semestre 2014 va limiter les sources de revenus, les autres secteurs économiques étant encore peu développés. Depuis des années, le pays profite d'un excédent budgétaire représentant plus de 25% du PIB (estimé à 26% du PIB en 2014). Le pays a affiché une croissance estimée à 1,3% en 2014, bien plus basse que les années précédentes. Ceci est principalement dû à une stagnation du secteur pétrolier alors que le secteur non-pétrolier a connu une croissance de 3,5% en 2014.

Les recettes pétrolières ont permis d'alimenter un Etat providence particulièrement généreux (accès automatique à un emploi public, maintien artificiel des tarifs publics et produits de première nécessité à un niveau très bas, fortes aides à l'accession à la propriété. En dépit de sa bonne santé économique et financière, le Koweït souhaite passer d'une économie de rente à une économie plus ouverte et plus diversifiée. Les autorités sont en effet préoccupées par l'hypertrophie du secteur public, bâti et financé par la rente pétrolière dont les limites d'action se font déjà sentir en matière de création d'emploi et d'investissement.

Le pays doit sa prospérité aux forts prix du pétrole, lui ayant permis de créer l'un des plus large fonds souverain, - [Kuwait Investment Authority](#) – valant environ 550 milliards USD. La chute des prix depuis le deuxième semestre 2014 va limiter les sources de revenus, les autres secteurs économiques étant encore peu développés. Depuis des années, le pays profite d'un excédent budgétaire représentant plus de 25% du PIB (estimé à 26% du PIB en 2014). Le pays a affiché une croissance estimée à 1,3% en 2014, bien plus basse que les années précédentes. Ceci est principalement dû à une stagnation du secteur pétrolier alors que le secteur non-pétrolier a connu une croissance de 3,5% en 2014.

Préoccupées par l'hypertrophie du secteur public, bâti et financé par la rente pétrolière dont les limites d'action se font déjà sentir en matière de création d'emploi et d'investissement.

Tableau 05 : Les indicateurs de croissance en Koweït :

Indicateurs de croissance	2011	2012	2013	2014
PIB (milliards USD)	154,10	174,08	175,79	179,33
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	10,2	8,3	-0,4	1,4
PIB par habitant (USD)	41.853	45.997	45	44.850
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	8,5	6,8	6,2	5,9
Taux d'inflation (%)	4,9	3,2	2,7	3,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	67,17	79,21	71,22	73,23
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	43,6	45,5	40,5	40,8

Source : FMI - World Economic Outlook Database - dernières données disponibles.

Le secteur non-pétrolier est dominé par les services, notamment immobiliers et financiers, qui ont relativement souffert de la crise. Le secteur représente 49,1% du PIB et emploie 77% de la population.

Section 05 : l'Arabie saoudite

La découverte du pétrole dans les années 30, son exploitation à grande échelle dès les années 50 et la hausse importante de son prix dans les années 70 ont complètement transformé le pays en le faisant entrer de plain pied dans la modernité.

L'Arabie Saoudite est la première puissance économique du Moyen-Orient et le plus riche pays arabe. Les institutions de l'économie de l'Arabie Saoudite sont entièrement basées sur le pétrole.

5.1) Présentation du secteur pétrolier en Arabie saoudite

L'Arabie saoudite possède 22,1% des réserves mondiales de pétrole (2ème rang à l'échelle mondiale ; 6ème rang pour le gaz naturel avec 4,4% des réserves). Le Royaume est, en 2012, le premier producteur mondial de pétrole, (avec 9,76 millions de barils/jour) et en est le premier exportateur (7,757 millions de barils/jour)(rapport OPEP 2012). Le secteur des hydrocarbures représente près de 50% du PIB (PIB total de 727,3 Md USD, soit le 19ème

rang mondial), 85 % des recettes d'exportation et de l'ordre de 91% des revenus du budget de l'Etat.

La part du secteur privé dans l'économie est minoritaire (le secteur pétrolier est public). Le gouvernement saoudien a affiché sa volonté de réduire la dépendance de l'économie aux hydrocarbures avec l'objectif de porter la contribution de l'industrie au PIB à 20% en 2020. Le développement –en cours– du secteur pétrochimique s'appuie sur les avantages comparatifs du pays.

Symbole de cette diversification énergétique, le gouvernement a décidé d'investir 100 Md USD pour développer l'énergie renouvelable et nucléaire en Arabie saoudite.

Bénéficiant de l'augmentation substantielle de ses recettes pétrolières, le gouvernement saoudien a progressivement effacé la dette publique (3,6% du PIB en 2012) au cours de la décennie précédente. L'objectif du gouvernement est désormais de diriger l'économie par une politique budgétaire expansionniste destinée à soutenir la croissance du secteur non pétrolier, avec des dépenses en hausse de 24% (investissements budgétisés de 285 Md SAR). Le budget prévisionnel 2013 présente un excédent de 2,4 Md USD sur la base d'un cours du baril à 68 USD.

L'Arabie saoudite se situe au 22ème rang du classement Doing business de la Banque Mondiale, facteur favorable aux IDE. Ces derniers sont les plus importants des pays du Moyen-Orient (199 Mds USD en stock en 2012)(rapport CNUCED 2013), et la taille du marché intérieur (29,2 millions de personnes, dont 19,4 millions de Saoudiens) représente un atout, mais ils demeurent concentrés dans le secteur de l'énergie. Pour réussir la diversification, le pays devra alléger les contraintes pesant sur le marché du travail et sur le secteur privé qui ne représente que 35% du PIB (rapport SCDSI 2012).

5.3) Situation économique

L'Arabie Saoudite est la première puissance économique du Moyen-Orient et le plus riche pays arabe. L'économie de l'Arabie Saoudite est entièrement basée sur le pétrole. La politique de grands travaux menés par le gouvernement ainsi que les investissements directs étrangers et la solidité du système bancaire et financier ont permis à ce pays de devenir la première économie régionale et l'une des principales dans le monde. Après avoir enregistré une croissance de 4,6% en 2014, tirée par les dépenses publiques, on s'attend à une baisse de la croissance en 2015 du fait de revenus pétroliers moindres. En 2014, le gouvernement a poursuivi son programme d'investissements quinquennal commencé en 2011 et a accéléré sa politique de "saoudisation" du marché du travail couplée d'une campagne de lutte contre l'immigration clandestine. Le défi reste à réorienter les

chômeurs saoudiens, peu enclins à occuper des postes subalternes, vers les postes désormais vacants. Le gouvernement a également poursuivi le développement de l'industrie pétrolière et gazière, tout en cherchant à diversifier l'économie en développant le secteur manufacturier, les services, et en encourageant le secteur privé. La mort du roi Abdallah n'entraînera pas de changement majeur, son successeur le roi Salman ayant annoncé la continuité avec les politiques précédentes. Ce dernier sera vraisemblablement plus réticent à freiner les dépenses afin de gagner en popularité et d'asseoir son pouvoir, ce qui aggraverait l'état des finances publiques et réduirait les réserves du pays à moyen terme. Pour 2015, le pays a adopté un nouveau budget record et a prévu un déficit de 38,6 milliards USD, en prévision de la baisse des revenus pétroliers liée à la baisse des prix. Ce budget met l'accent sur les projets de développement, privilégiant les secteurs de la santé, l'éducation, les services sociaux et la sécurité. Si les mesures sociales et économiques sont bienvenues, le statut quo politique est une source croissante de mécontentement au sein de la population. Le défi majeur posé au gouvernement est la menace sécuritaire liée aux conflits dans les pays frontaliers. Le niveau de vie est un des plus élevés de la région avec un PIB/habitant de plus de 20.000 USD. Le pays est tout de même marqué par un taux de chômage d'environ 12%, affectant surtout les jeunes, et de fortes inégalités.

L'agriculture représente environ 2% du PIB du pays et emploie plus de 4,5% de la population active. C'est un secteur peu productif malgré les investissements massifs de l'état. L'Arabie Saoudite de par les contraintes géographiques et climatiques pesant sur son relief (sécheresse) importe la majeure partie de ses besoins en produits agricoles et agroalimentaires. La pénurie d'eau est une problématique régionale sérieuse à laquelle le pays devrait faire face ces prochaines années, puisque la culture du blé menace fortement d'épuiser les réserves d'eau. Le secteur industriel représente plus de 60% du PIB. Il est dominé par les activités non manufacturières (extraction du pétrole). Le pays possède les plus importantes réserves pétrolières du monde et c'est aussi le plus grand producteur et exportateur de pétrole au monde. Le pétrole compte pour plus de 90% des exportations du pays et près de 80% des revenus du gouvernement. La part du secteur industriel hors pétrole est en train de croître en raison des investissements de l'état saoudien pour la diversification de l'économie. Enfin, les services représentent près de 38% du PIB et emploient une grande majorité de la population. Ce secteur est surtout dominé par le tourisme, les services financiers et bancaires, ainsi que l'assurance. Le tourisme génère des revenus très importants (près de 4 millions de touristes par an), exclusivement grâce au pèlerinage à la Mecque.

L'Arabie Saoudite est le 17ème exportateur mondial de biens, et le commerce représente plus de 80% de son PNB (moyenne 2011-2013). La balance commerciale du pays, structurellement excédentaire, fluctue en fonction des cours pétroliers et de la demande mondiale. En 2014, l'excédent commercial a continué à se réduire (-5,6% par rapport à 2013), sous l'effet de la baisse des recettes pétrolières.

Les principaux partenaires à l'exportation de l'Arabie Saoudite sont les Etats-Unis, la Chine, le Japon, les Emirats Arabes Unis et l'Inde. Le pays exporte principalement du pétrole brut (l'or noir représente 90% de ses exportations), des produits plastiques, chimiques et organiques. Les principaux partenaires à l'importation de l'Arabie Saoudite sont la Chine, les Etats-Unis, la Corée du Sud, l'Allemagne et le Japon. Le pays importe principalement des véhicules, des machines, des équipements électriques, de l'acier, du fer et des produits alimentaires.

Tableau n06 : les indicateurs de croissance en Arabie saoudite

Indicateurs de croissance	2011	2012	2013	2014
PIB (milliards USD)	669,51	733,96	748,45	777,87
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	8,6	5,8	4,0	4,6
PIB par habitant (USD)	23.594	25.139	24	25.401
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	5,4	3,6	2,7	2,6
Balance des transactions courantes(milliards USD)	158,58	164,76	132,64	117,32
Balance des transactions courantes(en % du PIB)	23,7	22,4	17,7	15,1

Source : FMI - World Economic Outlook Database - dernières données disponibles.

Conclusion :

Le pétrole est la première source d'énergie dans le monde et satisfait 32 % des besoins énergétiques. Il reste la source d'énergie la plus utilisée dans les transports et la pétrochimie, mais ne représente que 4,6 % de l'électricité mondiale. Cela représente, avec une demande de 89,77 millions de barils par jour.

L'Algérie, Norvège, Nigéria, le Koweït et l'Arabie Saoudite cinq pays riches en pétrole et dont la gestion de leurs ressources naturelles est différente. L'économie algérienne est basée essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures. Le pétrole est la ressource quasi unique du pays. Il constitue la principale source de revenu (98% du total des exportations algériennes). La Norvège constitue le meilleur exemple d'une utilisation intelligente des ressources naturelle conjuguée d'une politique monétaire efficace, et le Nigéria qui est la Première économie d'Afrique depuis 2014 et sixième exportateur pétrolier au monde, la croissance du PIB aura été en 2013 de +6,2% et elle est estimée à 7,4% pour 2014. Et L'Arabie Saoudite qui est la première puissance économique du Moyen-Orient et le plus riche pays arabe a enregistré une croissance de 4,6% en 2014, sa balance commerciale est structurellement excédentaire, fluctue en fonction des cours pétroliers et de la demande mondiale, enfin le Koweït caractérisé par une bonne santé économique et financière, le Koweït souhaite passer d'une économie de rente à une économie plus ouverte et plus diversifiée. Les autorités sont en effet préoccupées par l'hypertrophie du secteur public, bâti et financé par la rente pétrolière dont les limites d'action se font déjà sentir en matière de création d'emploi et d'investissement.

Chapitre VI

Introduction

Dans ce chapitre, nous allons analyser le rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles. Pour ce faire, nous estimerons un modèle économétrique pour cinq pays riches en ressources naturelles (Algérie, Arabie saoudite, Koweït, Nigeria, Norvège). La méthode utilisée est basée sur les données de panel.

1- Description des données

Les données annuelles sur les variables définies ci-dessous couvrent la période de 1996 à 2012. Comme variable dépendante, nous utilisons le niveau du PIB réel par habitant (Alexeev et Conrad (2009), Hall et Jones (1999) , Easterly et Levine (2003) , et Rodrik , Subramanian et Trebbi (2004)) considéré en dollar courant (en log), tiré de la Banque mondiale (2013). L'effet des ressources naturelles est mesuré par la rente qui correspond à la différence entre la valeur de la ressource aux prix sur les marchés internationaux et le coût de production total. Pour réaliser ces calculs, la Banque Mondiale tient également compte d'autres coûts (transport) et une rémunération normale du capital¹. Ces rentes sont ensuite exprimées en part du PIB (Collier, 2005 ; 2008).

L'effet de la qualité institutionnelle (inst) sur la croissance est mesuré par l'indicateur global de gouvernance de Kaufmann & al. Ces mesures sont disponibles à partir de 1996 pour 215 pays. Kaufmann & al ont développé six indicateurs dont chacun couvre une dimension particulière de la gouvernance. Chaque indicateur varie en général entre -2.5 et 2.5, plus sa valeur est élevée plus la qualité de l'institution est bonne. Les données de ces variables sont extraites de la base de données du worldwide governance (2013).

Pour pouvoir appliquer une transformation logarithmique du modèle et faciliter les interprétations et sachant que l'intervalle des valeurs est centré à zéro, les indicateurs de la qualité des institutions ont été transformés en ajoutant à chaque valeur la constante 3 pour avoir des valeurs positives

En plus des deux variables citées plus haut, nous considérons d'autres variables de contrôle comme des déterminants du PIB par habitant souvent cités dans la littérature, le taux d'ouverture commerciale (ouv) défini par la somme des exportations et importations rapportée au PIB, et l'investissement privé (I) mesuré par la formation brute du capital fixe en

¹ Les données sont disponibles depuis 1970 pour le pétrole, le gaz naturel, le charbon (anthracite et houille), les minéraux et les forêts.

part du PIB. Les données sur l'ouverture et l'investissement sont obtenues à partir de la BM (2013).

2- Les tests d'hypothèses

21-Tests de spécification : les modèles sont-ils à effets ou sans effets ?

Plusieurs stratégies de tests permettent de rechercher l'existence ou non d'effets spécifiques dans un modèle de panel. Nous avons retenu celle de Fisher qui consiste à faire le choix entre un modèle pooled ou un modèle à effets spécifiques. C'est un test qui permet de justifier s'il est opportun d'estimer le modèle sur données de panel ou s'il faut plutôt estimer le modèle pays par pays.

Le principe du test est le suivant :

H_0 : modèle pooled (homogénéité)

H_1 : modèle à effets

Si la *pvalue* associée à la statistique du test est $> 5\%$, alors on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle d'absence d'effets spécifiques au seuil de 5%.

Tableau n : Teste de spécification :

Redundant Fixed Effects Tests
Equation: Untitled
Test cross-section fixed effects

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Cross-section F	3.413324	(4,71)	0.0131
Cross-section Chi-square	14.070734	4	0.0071

source : résultat du logiciel *evIEWS7*

Les résultats du test indiquent que la *pvalue* associée à la statistique de Fisher calculée est nettement inférieur à 5%. Ce qui signifie qu'il s'agit de modèles à effets spécifiques ou individuels. L'utilisation des données de panel est par conséquent bien adaptée à la situation que nous décrivons.

Mais cet effet spécifique peut être fixe ou aléatoire. Il faut donc effectuer un second test de spécification pour décider du caractère aléatoire ou non des effets spécifiques. Le test le plus répandu pour résoudre ce genre de problème est celui de Hausman.

2.2-Test d’Hausman

Ce test permet de faire le choix entre un modèle à effets fixes et un modèle à effets aléatoires.

L'hypothèse testée concerne la corrélation des effets individuels et des variables explicatives

Si la *pvalue* de la statistique de ce test est $< a\%$, alors le modèle à effets fixes est préférable au modèle à effets aléatoires au seuil de $a\%$.

Les hypothèses du test sont comme suit :

H0 : Présence d’effets aléatoires

H1 : Présence d’effets fixes

Les résultats du test d’Hausman sont dans le tableau

Tableau n : teste d’hausman

Correlated Random Effects - Hausman Test

Equation: Untitled

Test cross-section random effects

Test Summary	Chi-Sq. Statistic	Chi-Sq. d.f.	Prob.
Cross-section random	13.653297	4	0.0085

** WARNING: estimated cross-section random effects variance is zero.

Source: résultat du logiciel eviews7.

D’après les résultats présentés dans le tableau ci dessus, on déduit que le modèle à effets fixes est plus adapté que le modèle à effets aléatoires au seuil de 5% puisque la *pvalue* est inférieure à 0.05.

3- Estimation du modèle

Le modèle estimé est le suivant:

$$\text{Log PIBHit} = \alpha_i + \beta_1 \log \text{RENTEit} + \beta_2 \log \text{INSTit} + \beta_3 \log \text{OUVit} + \beta_4 \log \text{Investi} + \epsilon_{it};$$

Où i : varie entre 1 et 5 et t varie entre 1996 et 2012.

Le paramètre α_i permet la possibilité d'effets fixes spécifiques à chaque pays tandis que ϵ_{it} désigne les résidus du modèle.

Les résultats sont donnés dans le tableau ci-dessous:

Dependent Variable: D(LOGPIBH)
 Method: Panel EGLS (Cross-section SUR)
 Date: 05/26/15 Time: 21:10
 Sample (adjusted): 1997 2012
 Periods included: 16
 Cross-sections included: 5
 Total panel (balanced) observations: 80
 Linear estimation after one-step weighting matrix
 White cross-section standard errors & covariance (d.f. corrected)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.018242	0.001282	14.22655	0.0000
D(LOGRENTE)	0.138866	0.025619	5.420427	0.0000
D(INST)	0.012271	0.021726	0.564777	0.5740
D(LOGOUV)	-0.192548	0.066449	-2.897691	0.0050
D(LOGINVST)	0.099346	0.030439	3.263799	0.0017

Effects Specification

Cross-section fixed (dummy variables)

Weighted Statistics

R-squared	0.461511	Mean dependent var	1.056437
Adjusted R-squared	0.400836	S.D. dependent var	1.691384
S.E. of regression	1.018878	Sum squared resid	73.70593
F-statistic	7.606290	Durbin-Watson stat	1.801022
Prob(F-statistic)	0.000000		

Unweighted Statistics

R-squared	0.223703	Mean dependent var	0.017966
Sum squared resid	0.037594	Durbin-Watson stat	1.976577

4- Résultats et discussion

Les résultats de l'estimation du modèle montrent que la rente est largement significative pour le panel de pays choisis dans cette étude avec une élasticité de 0.138. Ce résultat confirme la dominance de la rente dans la croissance des pays exportateurs de pétrole. En plus de la rente nous trouvons les investissements qui influencent positivement la croissance. Ces investissements sont issues en grande majorité des ressources pétrolières. Nous remarquons aussi que l'ouverture influence négativement la croissance des pays pétroliers. Cela s'explique par le fait que ces pays n'ont pas diversifié leurs économies en se basant exclusivement sur l'exportation du pétrole brute.

Quant aux institutions, nous remarquons qu'elles ne sont pas significatives dans l'explication du produit intérieur brut par habitant. Ces résultats confirment la mauvaise qualité des institutions dans les pays en développement. Dans notre échantillon, à l'exception de la Norvège qui présente des institutions de qualité, ces dernières, le reste des pays exportateurs de pétrole, ne jouent pas un rôle prépondérant dans ces économies. Cette situation trouve son explication dans plusieurs théories institutionnelles qui montrent que les pays riches en ressources naturelles peinent à développer des institutions de bonne qualité à l'image du système fiscale qui est souvent moins développé dans ces pays (Arezki, 2012). Les faibles performances économiques des pays en développement riches en ressources naturelles s'expliquent aussi par le fait que le capital naturel tend à évincer les autres formes du capital notamment le capital social (les institutions) et ce qui rend ces pays très vulnérables à la volatilité des prix des matières premières.

Conclusion

Dans ce chapitre nous avons estimé un modèle économétrique pour évaluer l'impact d'un certain nombre de variables sur le produit intérieur brut par habitant. Les résultats confirment les prédictions théoriques concernant le rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles. Certes, la Norvège qui est considéré comme un exemple dans la gestion des ces ressources naturelles grâce notamment à une bonne stratégie économiques basée sur la diversification de son économie et aussi une gestion efficace de ses revenus pétroliers investis en grande partie dans un fond souverains. Les pays en développement souffrent de beaucoup de carences dans leurs systèmes économiques où la dominance des ressources naturelles a eu un impact négatifs sur les autres secteurs économiques (syndrome hollandais). Cette dominance des ressources n'a pas permis aussi une amélioration des institutions dans le sens d'une meilleure utilisation de ces ressources.

Conclusion générale

Les théories économiques contemporaines accordent un rôle primordial aux institutions dans le développement et la croissance économique. Les institutions sont considérées comme des règles issues de représentations collectives qui guident les comportements des individus, notamment lors de leurs transactions économiques.

Aujourd'hui, les institutions sont très sollicitées à travers leur qualité dans l'explication des différents niveaux de développement des pays notamment ceux disposant de ressources naturelles. En effet, nous remarquons que les ressources naturelles sont considérées pour certains pays comme une bénédiction et pour d'autres une malédiction qui accentue la vulnérabilité de ces pays. C'est dans cette optique que s'inscrit la problématique de notre travail de recherche dans ce mémoire à travers l'analyse de l'impact des institutions dans la gestion des ressources naturelles.

Nous avons choisi cinq pays pétroliers (l'Algérie, Norvège, Nigeria, Koweït et l'Arabie Saoudite) et ce choix est justifié par le fait que ces pays sont riches en pétrole et aussi présentant des niveaux de développement différents.

Après avoir étudié les différentes caractéristiques de ces économies, nous avons construit un modèle économétrique basé sur les données de panel. Cette approche est très sollicitée dans l'évaluation des échantillons de la thématique présentée dans ce mémoire et les résultats confirment les prédictions théoriques concernant le rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles.

Ainsi, l'estimation économétrique du modèle a montré que la rente est largement significative pour le panel des pays choisis dans cette étude, cela confirme la dominance de la rente dans la croissance des pays exportateurs de pétrole. En plus de la rente, nous avons trouvé les investissements qui influencent positivement la croissance. Nous avons aussi remarqué que l'ouverture influence négativement la croissance des pays pétroliers. Quant aux institutions, nous avons remarqué qu'elles ne sont pas significatives dans l'explication du produit intérieur brut par habitant. Cette situation trouve son explication dans plusieurs théories institutionnelles qui montrent que les pays riches en ressources naturelles peinent à développer des institutions de bonne qualité à l'image du système fiscal qui est souvent dans moins développé dans ces pays. Les faibles performances économiques des pays en développement riches en ressources naturelles s'expliquent aussi par le fait que le capital

Conclusion générale

naturel tend à évincer les autres formes du capital notamment le capital social (les institutions) et ce qui rend ces pays très vulnérables à la volatilité des prix des matières premières.

annexes

Les tableaux de données :

L'ALGERIE

Année	Pib	Rente	Institution	Ouverture	Investissement
1996	3.656647	1.312348	-1.090000	-0.269984	1.395840
1997	3.661547	1.298506	-1.130000	-0.281964	1.360813
1998	3.681090	1.166080	-1.170000	-0.345877	1.410745
1999	3.694552	1.236489	-1.120000	-0.296771	1.387213
2000	3.707650	1.510748	-1.080000	-0.203914	1.315479
2001	3.731214	1.443427	-1.000000	-0.231316	1.358692
2002	3.755827	1.388781	-0.930000	-0.213716	1.390430
2003	3.788913	1.508763	-0.880000	-0.206735	1.381796
2004	3.812958	1.507875	-0.740000	-0.182425	1.380539
2005	3.845129	1.632511	-0.610000	-0.147041	1.349672
2006	3.858669	1.611487	-0.710000	-0.150396	1.364844
2007	3.877204	1.570419	-0.760000	-0.143041	1.420364
2008	3.886500	1.614299	-0.790000	-0.115292	1.465865
2009	3.889226	1.402612	-0.870000	-0.146762	1.582478
2010	3.901774	1.396633	-0.860000	-0.155730	1.559706
2011	3.913241	1.420780	-0.910000	-0.170856	1.502692
2012	3.926680	1.420780	-0.890000	-0.187888	1.497226

NORVEGE :

Année	Pib	Rente	Institution	Ouverture	Investissement
1996	4.415469	1.128660	1.780000	-0.138983	1.305439
1997	4.446105	1.105094	1.770000	-0.127788	1.341656
1998	4.437866	0.889512	1.760000	-0.133926	1.397687
1999	4.474227	0.996507	1.730000	-0.146093	1.341180
2000	4.557883	1.290798	1.690000	-0.119392	1.265309
2001	4.569284	1.215994	1.700000	-0.127338	1.258727
2002	4.568892	1.143468	1.700000	-0.161922	1.25310
2003	4.582954	1.191962	1.650000	-0.169219	1.240054
2004	4.628085	1.220888	1.740000	-0.153675	1.260763
2005	4.677847	1.311999	1.690000	-0.143047	1.283298
2006	4.730608	1.293740	1.670000	-0.133511	1.297975
2007	4.746690	1.250643	1.660000	-0.127426	1.347826
2008	4.787759	1.340582	1.650000	-0.117649	1.325996
2009	4.738647	1.119990	1.670000	-0.169024	1.335294
2010	4.759301	1.23167	1.720000	-0.160967	1.277471
2011	4.785659	1.135121	1.750000	-0.156701	1.292374
2012	4.817167	1.077456	1.780000	-0.166366	1.316575

Nigeria

Année	Pib	Rente	Institution	Ouverture	Investissement
1996	4.209870	1.559843	-0.600000	-0.173651	1.240794
1997	4.0223485	1.505081	-0.600000	-0.183287	1.247466
1998	4.235278	1.380997	-0.600000	-0.248150	1.315213
1999	4.230633	1.443168	-0.570000	-0.235680	1.291861
2000	4.249576	1.635567	-0.540000	-0.163963	1.241839
2001	4.245971	1.567724	-0.510000	-0.194150	1.264187
2002	4.234163	1.518928	-0.490000	-0.187393	1.257973
2003	4.257362	1.615049	-0.490000	-0.153460	1.264943
2004	4.286656	1.677536	-0.590000	-0.124459	1.282316
2005	4.315559	1.755499	-0.510000	-0.086429	1.285835
2006	4.340445	1.766006	-0.620000	-0.046025	1.310739
2007	4.367887	1.744663	-0.550000	-0.022902	1.373860
2008	4.403938	1.806656	-0.480000	-0.017265	1.358006
2009	4.408115	1.618153	-0.490000	-0.071305	1.410887
2010	4.437060	1.635192	-0.410000	-0.082135	1.389088
2011	4.473270	1.704906	-0.620000	-0.066691	1.355168
2012	4.494353	1.682877	-0.500000	-0.063289	1.331980

KOWEIT

Année	PIB	rente	institution	ouverture	Investissement
1996	2.997258	1.641799	-1.170000	-0.238892	0.862723
1997	3.005775	1.633493	-1.110000	-0.114300	0.922038
1998	3.011230	1.471687	-1.050000	-0.179318	0.934580
1999	3.008564	1.518403	-1.030000	-0.253005	0.844732
2000	3.029928	1.675386	-1.010000	-0.146420	0.846206
2001	3.047594	1.645133	-1.130000	-0.087178	0.879662
2002	3.059392	1.464510	-1.250000	-0.198023	0.845713
2003	3.099740	1.555961	-1.220000	-0.123673	0.995813
2004	3.226576	1.583277	-1.240000	-0.314723	0.868842
2005	3.243690	1.642085	-1.110000	-0.294578	0.737113
2006	3.279661	1.594741	-1.110000	-0.189705	0.917288
2007	3.308144	1.554210	-1.130000	-0.190690	0.966128
2008	3.331253	1.580808	-1.040000	-0.187267	0.920305
2009	3.351877	1.425309	-1.150000	-0.208991	1.082360
2010	3.377954	1.256552	-1.170000	-0.167308	1.230214
2011	3.402908	1.308584	-1.130000	-0.053162	1.203554
2012	3.425808	1.238101	-1.140000	-0.106540	1.165136

L'ARABIE SAOUDITE

Année	PIB	rente	institution	ouverture	Investissement
1996	4.554954	1.639435	0.240000	-0.038720	1.145436
1997	4.559245	1.518086	0.210000	-0.034114	1.129327
1998	4.557248	1.557773	0.190000	-0.022493	1.262751
1999	4.531962	1.721417	0.230000	-0.068676	1.151617
2000	4.541159	1.672745	0.260000	-0.062379	1.027982
2001	4.537529	1.588512	0.270000	-0.061268	1.155551
2002	4.542408	1.649489	0.270000	-0.090309	1.233677
2003	4.606164	1.713562	0.290000	-0.062701	1.220965
2004	4.643954	1.791136	0.350000	-0.049167	1.175504
2005	4.682113	1.780462	0.270000	-0.035064	1.165162
2006	4.694953	1.756505	0.240000	-0.041752	1.202440
2007	4.700896	1.804206	0.260000	-0.037482	1.310836
2008	4.706020	1.648299	0.210000	-0.033000	1.246252
2009	4.663248	1.713869	0.210000	-0.051274	1.254715
2010	4.637013	1.769165	0.210000	-0.029719	1.306696
2011	4.653099	1.741475	0.090000	-0.018952	1.214403
2012	4.607455	1.741475	-0.060000	-0.028661	1.179071

SOURCE : base de données de la banque mondiale

Annex n 01 : présentation des données utilisées

Panel unit root test: Summary

Series: D(LOGPIBH)

Date: 05/26/15 Time: 20:03

Sample: 1996 2012

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0

Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Balanced observations for each test

Method	Statistic	Prob.**	Cross- sections	Obs
<hr/> Null: Unit root (assumes common unit root process)				
Levin, Lin & Chu t*	-4.68919	0.0000	5	75
<hr/> Null: Unit root (assumes individual unit root process)				
Im, Pesaran and Shin W-stat	-3.08260	0.0010	5	75
ADF - Fisher Chi-square	26.1294	0.0036	5	75
PP - Fisher Chi-square	26.5230	0.0031	5	75

** Probabilities for Fisher tests are computed using an asymptotic Chi-square distribution. All other tests assume asymptotic normality.

Annexe n 02: présentation de test de racine unitaire

Series: D(INST)

Date: 05/26/15 Time: 20:04

Sample: 1996 2012

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0

Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Balanced observations for each test

Method	Statistic	Prob.**	Cross-sections	Obs
<hr/> Null: Unit root (assumes common unit root process)				
Levin, Lin & Chu t*	-6.71261	0.0000	5	75
<hr/> Null: Unit root (assumes individual unit root process)				
Im, Pesaran and Shin W-stat	-5.35876	0.0000	5	75
ADF - Fisher Chi-square	43.9062	0.0000	5	75
PP - Fisher Chi-square	43.6789	0.0000	5	75

** Probabilities for Fisher tests are computed using an asymptotic Chi-square distribution. All other tests assume asymptotic normality.

Annexe n03: test panel de racine unitaire

Series: D(LOGINVST)

Date: 05/26/15 Time: 20:04

Sample: 1996 2012

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0 to 1

Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Method	Statistic	Prob.**	Cross- sections	Obs
Null: Unit root (assumes common unit root process)				
Levin, Lin & Chu t*	-7.05620	0.0000	5	73
Null: Unit root (assumes individual unit root process)				
Im, Pesaran and Shin W-stat	-5.84933	0.0000	5	73
ADF - Fisher Chi-square	47.7896	0.0000	5	73
PP - Fisher Chi-square	53.7680	0.0000	5	75

** Probabilities for Fisher tests are computed using an asymptotic Chi-square distribution. All other tests assume asymptotic normality.

Annexe n04: test panel de racine unitaire

Series: D(LOGRENTE)

Date: 05/26/15 Time: 20:05

Sample: 1996 2012

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0 to 1

Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Method	Statistic	Prob.**	Cross- sections	Obs
<hr/> Null: Unit root (assumes common unit root process)				
Levin, Lin & Chu t*	-8.54829	0.0000	5	71
<hr/> Null: Unit root (assumes individual unit root process)				
Im, Pesaran and Shin W-stat	-6.61700	0.0000	5	71
ADF - Fisher Chi-square	55.1163	0.0000	5	71
PP - Fisher Chi-square	73.1915	0.0000	5	75

** Probabilities for Fisher tests are computed using an asymptotic Chi-square distribution. All other tests assume asymptotic normality.

Annexe n05 : test panel de racine unitaire

Series: D(LOGOUV)

Date: 05/26/15 Time: 20:05

Sample: 1996 2012

Exogenous variables: Individual effects

Automatic selection of maximum lags

Automatic lag length selection based on SIC: 0

Newey-West automatic bandwidth selection and Bartlett kernel

Balanced observations for each test

Method	Statistic	Prob.**	Cross- sections	Obs
<hr/> Null: Unit root (assumes common unit root process) <hr/>				
Levin, Lin & Chu t*	-8.20868	0.0000	5	75
<hr/> Null: Unit root (assumes individual unit root process) <hr/>				
Im, Pesaran and Shin W-stat	-6.30686	0.0000	5	75
ADF - Fisher Chi-square	50.8473	0.0000	5	75
PP - Fisher Chi-square	64.3514	0.0000	5	75

** Probabilities for Fisher tests are computed using an asymptotic Chi-square distribution. All other tests assume asymptotic normality.

Ouvrage :

1. AMIC Etienne et DARMOIS Gilles et FAVENNEC Jean-Pierre, « L'énergie : A quel prix ? », Ed. Technip, Paris, 2006.
2. Galbraith J.K. (1974 [1973]), La science économique et l'intérêt général, Editions Gallimard, Paris (Titre original : Economics and the public purpose), 1973.
3. Malcolin Gillis, Dwightt Perkins. Michael Roemer - Donald R.Snodgrass. - Economie du développement 4^{ème} édition 1996.
4. Maurice DURUSSET, le marché du pétrole, Ellipse, Edition marketing S.A, 1999
5. MAURICE Joël, « Prix du pétrole », Ed. La documentation française, Paris 2001.
6. Moulay Mamoune Allaoui. - Economie du développement. Édition 2003.
7. Nicolas Carnot, et HAGEGE Catrine, le marché pétrolier, économie et prévision, Edition 2005.
8. Nicolas-François Canard, «Principes d'économie politique », Ed inter Editions, 1994 p. 149.
- 9.
10. Olivier Williamson, Les institutions de l'économie, Ed. Inter Editions, 1994
11. Patrick Gullaumont. - Economie du développement 1^{ère} édition 1985.
12. PERCEBOIS Jacques, « Economie de l'énergie », », Préface de MAINGUY Yves, Ed. Economica, 1989.

Mémoire

1. ATTOUMI Amel, « chocs pétroliers et l'activité économique : application sur un panel de pays producteurs de pétrole. L'Algérie, l'Arabie saoudite et le Nigeria », université de Bejaia, 2014
2. HAMADACHE Hillel, « rente pétrolière et évolution du secteur agricole en Algérie : syndrome hollandais et échangeabilité » thèse de master, institue agronomique méditerranée de Montpellier, 2010
3. HOUA Kahina, L'impacte des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économique, université de Tizi-Ouzou, 2012.
4. Karima Fedila, « l'impacte des fluctuations du prix du pétrole sur la conduite de la politique monétaire en algérien », université de Bejaia, 2013
5. OUKACI Ali, les fonds souverains, Université Abderrahmane mira de Bejaia,2014

Articles et document de travail

1. CATENNE Lylian et LELLEU Gaspard, « l'industrie pétrolière et gazière en 2008 », direction générale de l'énergie et du climat, donnée de oïl ans gaz journal, 20097
2. Classement des pays producteurs et exportateurs de pétrole, Les fonds souverains, Investir en Algérie, Ambassade de l'Algérie en France.

3. Douglass North, institutions, institutional change and economic performance, éd. Cambridge university press, 1990, p159.
4. Galbraith J.K. (1974 [1973]), La science économique et l'intérêt général, Editions Gallimard, Paris (Titre original :Economics and the public purpose, 1973).
5. Sachs, Jeffrey D. and Andrew M. Warner. "The Big Rush, Natural Resource Booms And Growth," Journal of Development Economics, 1999.
6. OUKACI k, soufi N, « impact de la baisse des prix du pétrole sur l'économie algérienne », évaluation a l'aide d'une modèle d'équilibre générale calculable. Université Sétif (1), 07 et 08 avril 2015
7. TALAHITE Fatiha, « réformes et transformations économiques en Algérie », rapport en vue de l'obtention du diplôme : habilitation à diriger des recherches, université paris 13-nord, 2010

Sites internet

1. [http:// www.andil.com](http://www.andil.com)
2. <http://www.oecd.org/fr/norvege/etude-economique-norvege.htm>
3. http://www.cciinternational.picardie.net/wpcontent/uploads/2015/04/Norvege_2015.
4. http://www.tresor.economie.gouv.fr/11246_le-secteur-petrolier-et-gazier-au-nigeria
5. <http://www.champagne-ardenne-export.com/fr/marches/fiches-pays/nigeria/le-contexte-economique-et-politique>
6. <http://www.lemoci.com/pays/koweit/#ancre11>
7. <http://www.swfinstitut.org/>
8. <http://www.champagne-ardenne-export.com/fr/marches/fiches-pays/nigeria/le-contexte-economique-et-politique>

Table de matières

Remerciements	I
Dédicace	II
Liste des abréviations	III
Liste des tableaux et graphes	IV
Sommaire	V
Introduction générale	p1
Chapitre 01 : les institutions et le développement économique	
Introduction	
Section 1 : Généralités sur les institutions et le développement économique	p4
1.1 Historique des Institutions	p4
1.2 Définitions d'institutions	p5
1.3 Le Développements économiques	p8
1.3.1 Les différentes conceptions du sous développement	p9
1.3.2 L'histoire des institutions et le développement économique	p10
1.3.3 Des institutions pour faciliter les transactions	p12
Section 2 : les ressources naturelles et institutions	p13
Conclusion	
Chapitre02 : les mécanismes de transmission des prix du pétrole	
Introduction	
Section1 : le pétrole et le marché pétrolier	
1.1 Historique du pétrole	p18
1.2. la place du pétrole dans l'économie mondiale	p19

1.2.1 La place du pétrole dans le secteur des transports	p19
1.2.2. La place du pétrole dans le secteur de l'industrie	p20
1.2.3. Place du pétrole dans le secteur de l'agriculture	p20
1.3. Classification des réserves de pétrole	p21
1.4 La structure du marché mondiale du pétrole	p22
1.4.1 Le marché physique	p23
1.4.2. Le marché à terme financier (future)	p 23
Section 2 : les canaux de transmission des effets du pétrole dans l'économie	
2.1. Les déterminants des prix du pétrole	p24
2.1.1 Les déterminants à court terme	p25
2.1.2 Les déterminants à long terme	p26
2.2. Les chocs et contre-chocs pétrolière	p27
2.2.1 Les chocs pétroliers	p27
2.2.2 Différentes catégories de choc pétrolier	p27
2.2.3 Histoire des Chocs pétroliers rétrospective	p28
2.2.4 Les conséquences des chocs pétroliers	p30
2.3. Les conséquences du troisième choc pétrolier	p31
2.3.1. Définitions et généralité sur le contre choc pétrolier	p32
2.3.2. Les fondements des contre-chocs pétroliers	p33
2.3.3. Les mécanisme de transmission d'un choc pétrolier	p35
2.4. Les effets de la baisse des prix du pétrole sur l'économie mondiale	p37
Section 3 : le syndrome hollandais	
3.1. La notion de Dutch Disease	p38
3.2 Les causes du syndrome hollandais	p39
3.3. Les effets du syndrome hollandais	p39
3.4. Les indicateurs du syndrome	p40

Conclusion

Chapitre 03 : présentation d'un panel des pays exportateurs du pétrole

Introduction

Section 1 : L'ALGERIE p44

1.1.Présentation de secteur pétrolier en Algérie p44

1.2.La situation économique en Algérie p44

Section 2 : Norvège

2.1. Présentation du secteur pétrolier en Norvège p48

2.3. La Situation économique en Norvège p48

Section 3 : Nigéria p53

3.1. Présentation du secteur pétrolier en Nigéria p53

3.2. La situation économique en Nigéria p54

Section 4 : Koweït p57

4.1. Présentation du secteur pétrolier en Koweït p57

4.2. La situation économique en Koweït p58

Section 5 : l'Arabie saoudite p60

5.1. Présentation du secteur pétrolier en Arabie saoudite p60

5.2. La situation économique en Arabie saoudite p61

Conclusion p64

Chapitre 4: Impacts des institutions dans la gestion des ressources naturelles

Introduction

1. Description des données p65

2. Les tests d'hypothèses p66

2.1.Tests de spécification p66

2.2-Test d'Hausman p66

3. estimation du modèle p67

4. résultats et discussion p68

Conclusion	p69
Conclusion générale	p70
Les Annexes	72
Bibliographie	80
Tables de matières	82

Faculté des Sciences économiques, des sciences de gestion, et des sciences commerciales

Département des sciences Economiques

Thème

Le rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles cas des pays pétroliers

Présenter par : Messaoudi Sarah

,
Mezemate Selma

Encadré par : D^r oukaci Kamel

Résumé

L'objet de ce travail est l'étude du rôle des institutions dans la gestion des ressources naturelles , pour cela nous avons choisi cinq pays exportateur du pétrole (L'Algérie, la Norvège, le Nigéria , L'Arabie Saoudite, et le Koweït) sur la période allant de 1996 à 2012 (collectées essentiellement dans la base des données de la banque mondiale).cette analyse s'est faite sur la base d'un modèle en panel à partir des données statistiques sur le PIB, la rente, les institution l'investissement et l'ouverture qui sont des variables macro-économiques sélectionnées des cinq pays , ayant utilisé la méthode de panel, il ressort des résultats de l'étude ,la dominance des ressources naturelles a eu un impact négatifs sur les autres secteurs économiques (syndrome hollandais). Cette dominance des ressources n'a pas permis aussi une amélioration des institutions dans le sens d'une meilleure utilisation de ces ressources naturelle

Mot Clé : institution-développement économique - panel- modèle- pétrole-PIB

Abstract

The object of this work is the study of the role of the institutions in the natural stock management, for that we chose five exporting countries of oil (Algeria, Norway, Nigeria, Saudi Arabia, and Kuwait) over the period going from 1996 to 2012 (collected primarily in the base of the data of the World Bank) this analyzes was done on the basis of model in panel starting from the statistical data on the GDP, the revenue, the institution the investment and the opening which are selected macro-economic variables of the five countries having used the method of panel, it arises from the results of the study, the predominance of the natural resources had an impact negative on the other economic sectors (Dutch syndrome). This predominance of the resources; also an improvement of the institutions in the direction did not allow; a better use of these natural resources

Key words: institution, economic developpement - economic growth-model-oil-GDP